



LE DEVOIR

Liban: les bombes tombent, la population fuit

*Le Hezbollah
continue
de pilonner
le nord d'Israël*

Les tirs de roquettes ripostent aux raids aériens, et vice versa. Les communiqués officiels entre dirigeants libanais et israéliens ont fait de même hier, au septième jour d'une guerre qui a déjà fait plus de 240 morts. L'Iran et la Syrie sont maintenant montrés du doigt par Ehoud Olmert et George W. Bush.

L'armée israélienne a intensifié ses raids meurtriers contre l'armée libanaise hier et bombardé des objectifs civils au Liban, au septième jour d'une offensive destructrice qui a poussé au départ des dizaines de milliers de personnes. L'ONU a lancé un cri d'alarme à Beyrouth sur la situation humanitaire catastrophique du Liban, avec le déplacement d'un demi-million de personnes fuyant les bombardements israéliens.

Un cessez-le-feu a été écarté pour le moment par les protagonistes

Sur le plan politique, la journée a été mouvementée. Ainsi, pendant que le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, apportait des précisions sur le projet d'envoi d'une force internationale au Liban, le premier ministre israélien Ehoud Olmert accusait le Hezbollah d'avoir coordonné avec l'Iran l'enlèvement des deux soldats israéliens, permettant ainsi à Téhéran de détourner l'attention de son programme nucléaire. Il a réaffirmé qu'il ne négocierait pas avec le Hezbollah et a dit qu'il était trop

VOIR PAGE A 8: BOMBES

PERSPECTIVES

Des relations plutôt tièdes

On se demande bien qui a su que le premier ministre canadien était hier en visite officielle dans la capitale française et qui saura qu'il rencontrerait aujourd'hui le président Chirac. La nouvelle n'a guère dépassé les cercles diplomatiques et les rares spécialistes français de la politique canadienne. Et encore, plusieurs étaient déjà en vacances. Rarement visite d'un premier ministre canadien aura été aussi discrète et peu médiatisée.

Il s'agissait pourtant de la première visite de Stephen Harper dans la capitale française. L'occasion d'un premier véritable contact même si Jacques Chirac avait déjà croisé le premier ministre quelques jours plus tôt à Saint-Petersbourg à l'occasion du sommet du G8.



Christian Rioux

Si cette visite est à peu près passée inaperçue, ce n'est pas seulement parce qu'elle s'est déroulée en plein cœur du mois de juillet. C'est aussi parce que les relations qui unissent la France et le Canada se sont refroidies depuis quelques mois.

Bien sûr, on n'en est pas à se tirer des tomates et encore moins des missiles. Mais, pour deux pays qui aiment clamer sur les toits qu'ils n'ont aucun contentieux et qu'ils s'entendent à merveille sur la plupart des grandes questions internationales, la froideur des contacts depuis quelques mois a de quoi surprendre.

Jacques Chirac et Stephen Harper ont beau avoir signé la même déclaration au sommet de Saint-Petersbourg, les différences de points de vue entre les deux hommes n'auront échappé à personne. Le 14

VOIR PAGE A 8: RELATIONS

INDEX

Actualités	A2	Éditorial	A6
Annonces	B5	Idées	A7
Avis publics	B5	Météo	B5
Carrières	B4	Monde	A5
Culture	B8	Mots croisés	B5
Décès	B5	Sudoku	B5
Économie	B1	Télévision	B7

Harper tente de calmer le jeu

*Des familles montréalaises ont dû
revenir du Liban par leurs propres moyens*

ALEXANDRE SHIELDS
CLAIRANDRÉE CAUCHY

Après avoir encaissé les critiques sur sa gestion de la crise libanaise, le premier ministre conservateur, Stephen Harper, a adopté une attitude visible-

ment plus offensive hier en vantant l'action de son gouvernement. Au terme d'une dure semaine d'attente, les évacuations devaient d'ailleurs débiter ce matin à Beyrouth, alors qu'un nombre indéterminé de ressortissants ont reçu l'assurance qu'ils feraient enfin route vers Chypre à 8h30, heure du Liban.

Pendant que des milliers de Canadiens attendaient toujours hier que leur gouvernement amorce l'évacuation, trois familles sont arrivées à l'aéroport de Dorval hier soir sur un vol en provenance de Paris.

VOIR PAGE A 8: HARPER



Hussein Sirhan sert une de ses filles dans ses bras, à son arrivée hier à l'aéroport de Dorval. Sa femme et lui étaient en vacances dans leur pays d'origine pour marquer le début de leur retraite. Ils sont revenus par les moyens du bord, en empruntant des taxis à travers la Syrie et la Jordanie, d'où ils se sont envolés vers Paris.

Rire ? Luchini préfère lire

La visite passe difficilement inaperçue: aujourd'hui, l'acteur français Fabrice Luchini fait son entrée au Festival Juste pour rire... comme un chien dans un jeu de quilles. Ou comme un Peter MacLeod arrivant par la grande porte au Festival de Stratford en Ontario.

FABIEN DEGLISE

Au milieu de ce grand rassemblement d'amateurs publics, de jeunes à casquette pratiquant l'humour en dessous de la ceinture et des Denis Drolet, ce virtuose du verbe débarque en effet pour lire plutôt que rire. Lire du Louis-Ferdinand Céline, du Friedrich Nietzsche, du Jean de La Fontaine, du Victor Hugo ou encore du Charles Beaudelaire, seul sur la scène du Théâtre du Nouveau Monde (TNM) pendant 12 soirs. Forçant du même coup le commentaire lapidaire: bordel, on n'a plus le Festival Juste pour rire qu'on avait!

Le mariage est étonnant. Sa célébration, elle, est le fruit d'un travail acharné des organisateurs de l'événement qui, depuis 10 ans, essaient d'attirer au Québec cette grosse pointe de cinéma et du théâtre français qui craint autant les voyages en avion, avoué-t-il, que le rire mécanique et la dictature du divertissement imposés par les festivals qui célèbrent cet art, mineur pour lui. «Moi, je ne fais pas rire», a expliqué hier au Devoir Fabrice Luchini dans le décor naturellement tropical d'une terrasse d'un chic hôtel du centre-ville. «Quand on vient me voir, on doit faire un travail énorme.» Et d'ajouter: «Je sais que Gilbert Rozon m'utilise. S'il a tant insisté pour que je vienne, c'est pour faire de moi le garant intello haut de gamme» de son événement. Et l'on ne peut que s'en réjouir.

Lucide, Fabrice Luchini l'est sans l'ombre d'un doute même si, au fond, il préfère se qualifier de «quelqu'un qui ne comprend rien, qui souffre et qui a une vie assez minable». A tort, sans doute lorsqu'on saisit, au-delà du harcèlement de Rozon, les raisons qui l'amènent aujourd'hui à transplanter sa passion pour les mots en sol québécois au terme d'un vol qui

ne s'est pas très bien passé. «C'était pas terrible. Mais ne me parlez pas de ça, je suis complètement angoissé.» «Le Québec, c'est un endroit dont la langue est fédératrice d'une résistance à une barbarie américaine, dit-il. Je ne pouvais quand même pas refuser cette invitation. Je me suis dit: si tu n'es pas capable de cette profession de foi, c'est que tu es un pauvre cynique minable.»

La vie des mots

L'intention est louable mais elle n'est nullement motivée par «un combat d'arrière-garde» ou encore une «mission politique», que Luchini préfère laisser à d'autres pour mieux se concentrer sur ce qui pourrait ressembler à un sacerdoce: «Restituer la vie que cache les mots. Mon métier, c'est de me dégager des

VOIR PAGE A 8: LUCHINI



Lucide, Fabrice Luchini l'est sans l'ombre d'un doute même si, au fond, il préfère se qualifier de «quelqu'un qui ne comprend rien, qui souffre et qui a une vie assez minable».

Des fosses septiques qui indisposent

*La désinfection
par traitement UV fait
craindre des dérapages*

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

À la demande expresse d'une partie de l'industrie elle-même, de nombreuses municipalités et d'écologistes inquiets, le gouvernement du Québec s'apprette à mettre un frein à l'installation de fosses septiques domestiques d'un nouveau genre, avec désinfection par lampe ultraviolet. Le Bureau de normalisation du Québec (BNQ) venait pourtant de permettre la vente de ces fosses, qu'on retrouve actuellement en petit nombre au Québec, mais un peu partout sur le territoire.

La démarche est inhabituelle: alors qu'elle est l'une des deux seules compagnies habilitées à vendre ces fosses septiques à lampe UV — elle a réussi les tests de banc d'essai du BNQ —, Premier Tech Environnement (PTE) a écrit récemment au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) pour lui faire part de ses craintes à l'égard de son propre produit et de celui de son compétiteur, Bionest.

Importants problèmes

«Les résultats au banc d'essai ont été bons, affirme Henri Ouellet, président de PTE. Mais sur le terrain, on a constaté des problèmes importants qui nous incitent à dire que ce n'est pas une technologie adaptée pour les consommateurs actuellement.» Au moins deux des neuf fosses testées ont connu des ratés importants. «On ne peut garantir le respect des normes de rejets», indique ainsi M. Ouellet.

VOIR PAGE A 4: FOSSES

• LES ACTUALITÉS •

Bombardements israéliens : critiques du gouvernement Harper et de ses ratés

La communauté libanaise ne baisse pas la garde

«Les bombardements doivent cesser, la souveraineté du Liban doit être respectée»

LISA-MARIE GERVAIS

À une semaine du déclenchement des hostilités entre le Liban et Israël, l'ardeur des membres de la communauté libanaise de Montréal à dénoncer les attaques a continué de battre son plein. Dans ce qui se voulait un rassemblement des Libanais de toutes les allégeances, des centaines de personnes se sont réunies au carré Dorchester pour condamner avec ferveur la mort de civils tués au Sud-Liban, ainsi que les ratés du gouvernement canadien concernant l'évacuation des ressortissants canadiens.

Devant la foule rassemblée autour des cercueils recouverts du drapeau canadien en souvenir de la mort des huit ressortissants canadiens d'origine libanaise tués sous les bombes dimanche, des députés et des chefs religieux ont tenu à exprimer leur soutien au peuple libanais et à condamner une fois de plus l'attitude du premier ministre canadien. «M. Harper, nous ne nous enrôlerons pas derrière les faucons. Votre alliance avec Bush et Blair, nous ne la voulons pas», a martelé le chef de l'opposition Louise Harel, accompagnée de la députée de Laurier-Dorion, Elsie Lefebvre.

La porte-parole de Québec solidaire ainsi que la députée bloquiste d'Ahuntsic, Maria Mourani, ont également tenu à manifester leur appui et leur soutien au peuple libanais. «Les bombardements doivent cesser, la souveraineté du Liban doit être respectée», a lancé Mme David, en ajoutant que le gouvernement Harper devait procéder à l'évacuation des Canadiens au Liban et ouvrir la porte aux réfugiés.

Au cours de cette assemblée ponctuée de cris de chansons de ralliement, des effusions de colère et des femmes en larmes sont venues donner une tournure émotive à l'événement.

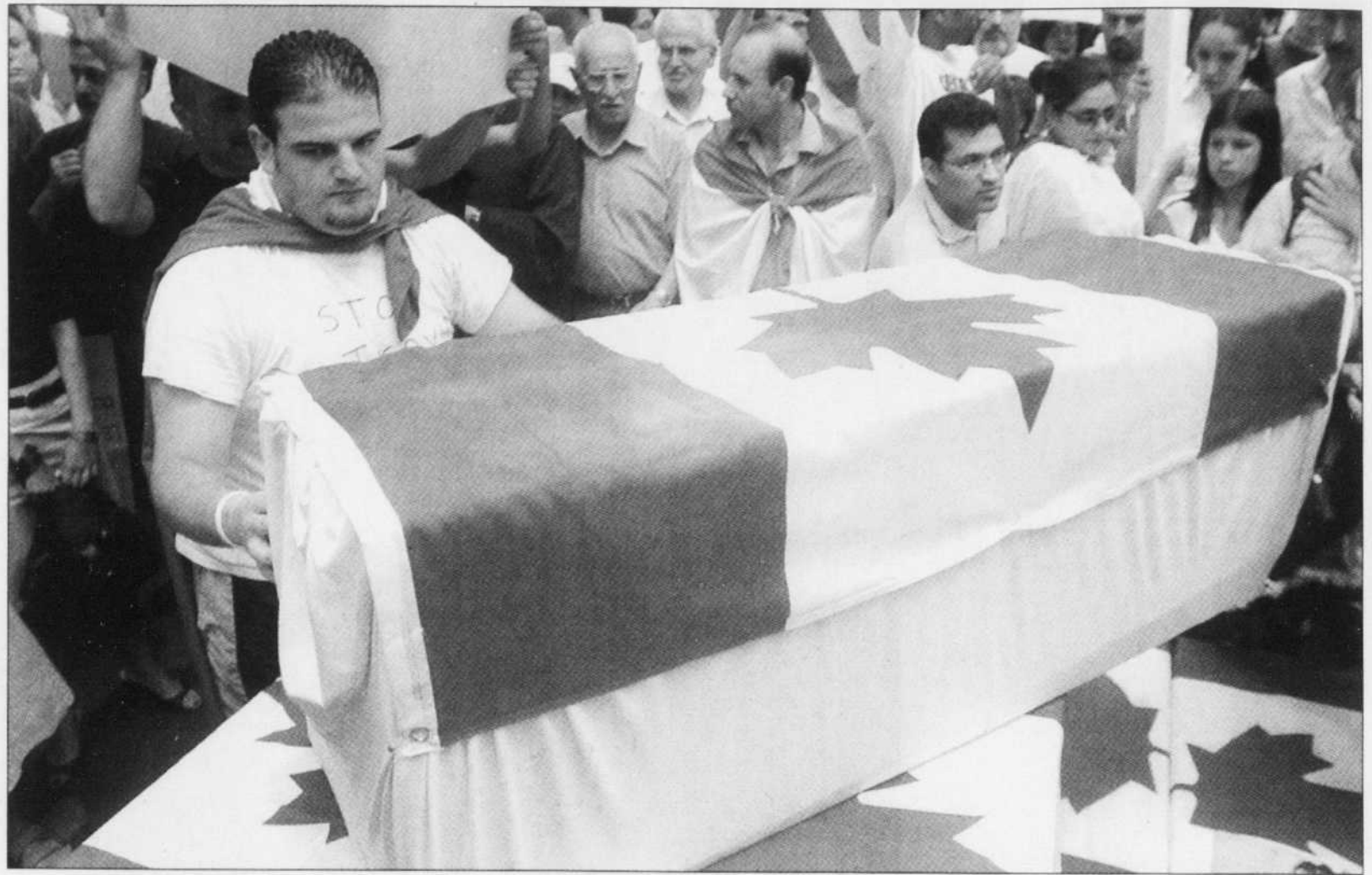
«Combien de Al-Akhras faudra-t-il» pouvait-on lire sur une pancarte portée à bout de bras par un garçon d'à peine dix ans, bousculé dans une foule qui n'a pas manqué de huer Stephen Harper à plusieurs reprises.

Le jeune Hassan Al-Akhras, qui a perdu son père dans des bombardements, a même qualifié les Canadiens d'origine libanaise décédés de «martyrs».

Mais les organisateurs de l'événement ont insisté: il fallait à tout prix éviter toute forme d'extrémisme. «On veut arriver à nos objectifs dans la paix», a déclaré Joe Gahafari, l'un des organisateurs du rassemblement, en précisant toutefois qu'une telle démonstration était justifiée.

La communauté juive se réunit

Au même moment au Centre Cummings de Montréal, des membres de la communauté juive de Montréal ont participé à une rencontre organisée sous les auspices de différentes organisations dont



Des centaines de Canadiens d'origine libanaise se sont rassemblés hier à Montréal contre les bombardements israéliens de leur pays d'origine. Parmi eux, huit faux cercueils pour commémorer la mort, cette semaine, de Libano-Canadiens au pays du Cèdre.

le Comité Québec-Israël et le Congrès juif canadien. Luciano Del Negro, directeur général du Comité Québec-Israël a tenu à réitérer ses condoléances à l'égard des membres de la famille des victimes canadiennes tuées à Aytaroun dimanche.

«Je peux comprendre la tristesse et le désarroi de cette famille-là, a-t-il souligné. C'est regrettable car il y a quelques semaines à peine, le Liban, tout comme Israël, se lançait dans la plus belle saison touristique depuis un quart de siècle», a-t-il ajouté en rappelant que des innocents ont également été tués à Haïfa,

du côté israélien. Pour M. Del Negro, la réaction des dirigeants des pays du G8 parle d'elle-même. «Il n'y a pas un pays du G8 qui a remis en cause le bien-fondé de ce qu'ils [les Israéliens] font», a-t-il rappelé.

«Ce n'est pas parce que nous assumons que le Hezbollah est pleinement responsable qu'il y a rupture de l'amitié israélo-libanaise», a-t-il poursuivi en reprenant les paroles d'un ancien député maronite.

«Je pense qu'il y a un manque d'information sur le conflit et que les médias couvrent le conflit du bout de

la plume, estime pour sa part David Bensoussan, membre de la communauté juive de Montréal et président de la Communauté séfarade unifiée du Québec. On dit souvent que ce qui arrive, c'est pour deux soldats qui ont été faits prisonniers, mais il y a plusieurs prisonniers israéliens qui sont actuellement au Liban et jamais le Hezbollah n'a voulu négocier avec Israël», a-t-il fait remarquer. «Il faut remettre les choses en perspective.»

Le Devoir

Louise Beaudoin presse la Francophonie d'agir

CHRISTIAN RIOUX

La Francophonie doit se réunir d'urgence et poser un geste fort de solidarité à l'égard du Liban, qui subit les attaques israéliennes depuis plusieurs jours, estime l'ancienne ministre des Relations internationales du Québec Louise Beaudoin, qui presse aussi le premier ministre Jean Charest, en voyage en France, de se faire entendre au plus vite. «Si le G8 ne peut rien faire, peut-être la Francophonie peut-elle au moins poser un geste de solidarité et apporter son soutien à cette population attaquée et martyrisée. C'est au Québec de prendre l'initiative.»

De retour d'un voyage récent dans la région, l'ancienne ministre demande à la Francophonie de se manifester au Liban autrement que par un simple communiqué. «Si le premier ministre Dominique de Villepin s'est rendu à Beyrouth, le secrétaire général de la Francophonie peut certainement faire de même», dit-elle. Cela pourrait aussi prendre la forme d'une réunion d'urgence des ministres de l'organisation internationale, dont le sommet doit se réunir en septembre à Bucarest.

«L'OIF est une organisation politique qui parle beaucoup de prévention des conflits, elle ne peut pas oublier le Liban.» L'ancienne ministre rappelle que le Liban est un membre influent de la Francophonie depuis 1973. «Ce n'est pas un

vague observateur d'Europe orientale. Notre solidarité doit se manifester concrètement.» En pleine guerre civile, l'ancien président libanais Amine Gemayel avait prononcé un discours mémorable au sommet francophone de Québec, en 1987. La ville de Beyrouth avait accueilli en 2002 le premier sommet de la nouvelle organisation politique rebaptisée Organisation internationale de la Francophonie.

En contact régulier avec plusieurs Libanais qui lui disent se sentir abandonnés, notamment à l'université Saint-Joseph de Beyrouth, Louise Beaudoin estime que «si une organisation peut aller plus loin, c'est la Francophonie». L'ancienne ministre presse Jean Charest de soulever la question avec le président français Jacques Chirac, qu'il rencontrera demain à Paris, et de réclamer une réunion d'urgence de l'OIF. «Je ne le demanderai pas à M. Harper, qui n'a même pas daigné rencontrer le secrétaire général Adbou Diouf lors de son passage à Paris.» Louise Beaudoin rappelle que le Liban est un pays en voie de démocratisation; or, la démocratisation est justement une des principales missions de la Francophonie.

«Si la Francophonie ne peut rien faire, qu'elle le dise! Nous ne pouvons pas nous cacher derrière un simple communiqué.»

Correspondant du Devoir à Paris

L'opposition fustige Harper

Ottawa — Le chef intérimaire de l'opposition à Ottawa, Bill Graham, a affirmé hier que la réaction du gouvernement conservateur à la crise libanaise mine la crédibilité du Canada en tant que médiateur international. L'ex-ministre des Affaires étrangères a estimé que le premier ministre Stephen Harper commet une grave erreur en éloignant le Canada de son rôle traditionnel d'arbitre.

«La déstabilisation totale du gouvernement libanais par des attaques contre des infrastructures et des civils qui ne sont pas directement reliés aux violences est une situation qui engendrera une spirale de violence qui compliquera les choses», a déclaré le chef libéral lors d'une conférence de presse à Vancouver.

De son côté, le chef bloquiste Gilles Duceppe a vivement dénoncé la lenteur et le manque de prévoyance d'Ottawa dans l'évacuation des ressortissants canadiens

coincés au Liban. «Je comprends difficilement cela et quand on me dit que ce n'était pas prévu, je réponds à ça que le Moyen-Orient, ça fait longtemps que c'est explosif et le fait qu'on n'ait aucune préparation en ce sens de la part du Canada, c'est inadmissible», a-t-il dit.

«Je pense que M. Harper est en train d'être le faire-valoir de M. Bush, c'est une position fragile, a-t-il ajouté. Les pays étrangers vont voir que le Canada n'a rien d'original et d'indépendant à apporter sur les grands problèmes auxquels l'humanité est confrontée, mais sert plutôt de haut-parleur à l'administration américaine. Et ça, c'est pitoyable.»

Un point de vue partagé par le chef néo-démocrate Jack Layton, qui a aussi réclame le retrait des forces israéliennes du Liban ainsi que la fin des attaques contre le pays du Cèdre.

Presse canadienne

1^{ers} Outgames Montréal 2006

présentent

CONFÉRENCE INTERNATIONALE sur les droits humains des LGBT

26 au 29 juillet 2006
Palais des congrès • Montréal

Inscrivez-vous!
Passes journalières aussi disponibles.

Joignez-vous à 2 000 participants de plus de 100 pays, réunis pour faire avancer les droits humains des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT) à travers le monde.

Près de 40 orateurs de prestige, incluant:

- Mme Louise ARBOUR, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Genève;
- Mme Claire L'HEUREUX-DUBÉ, juge à la Cour suprême du Canada (1987-2002);
- Mme Martina NAVRATILOVA, gagnante de 18 championnats du Grand Chelem de tennis en simple, en double et en mixte;
- Mme Irshad MANJI, auteure du livre *Musulmane mais libre*;
- M. Mark TEWKSBURY, médaillé d'or, d'argent et de bronze en natation aux Jeux olympiques de Séoul (1988) et de Barcelone (1992);
- M. Martin CAUCHON, ministre de la Justice et Procureur général du Canada (2002-2003).

200 ateliers, dont 2 séances plénières par jour et 40 ateliers simultanément.

Workers Out!: séances en compagnie de 500 représentants de centrales syndicales à travers le monde.

Out for Business: séances avec plus de 300 professionnels et gens d'affaires discutant d'enjeux importants pour la communauté LGBT internationale.

Un héritage pour les droits humains: la Déclaration de Montréal sera présentée lors de la Conférence et portée aux autorités des Nations Unies et des gouvernements nationaux.

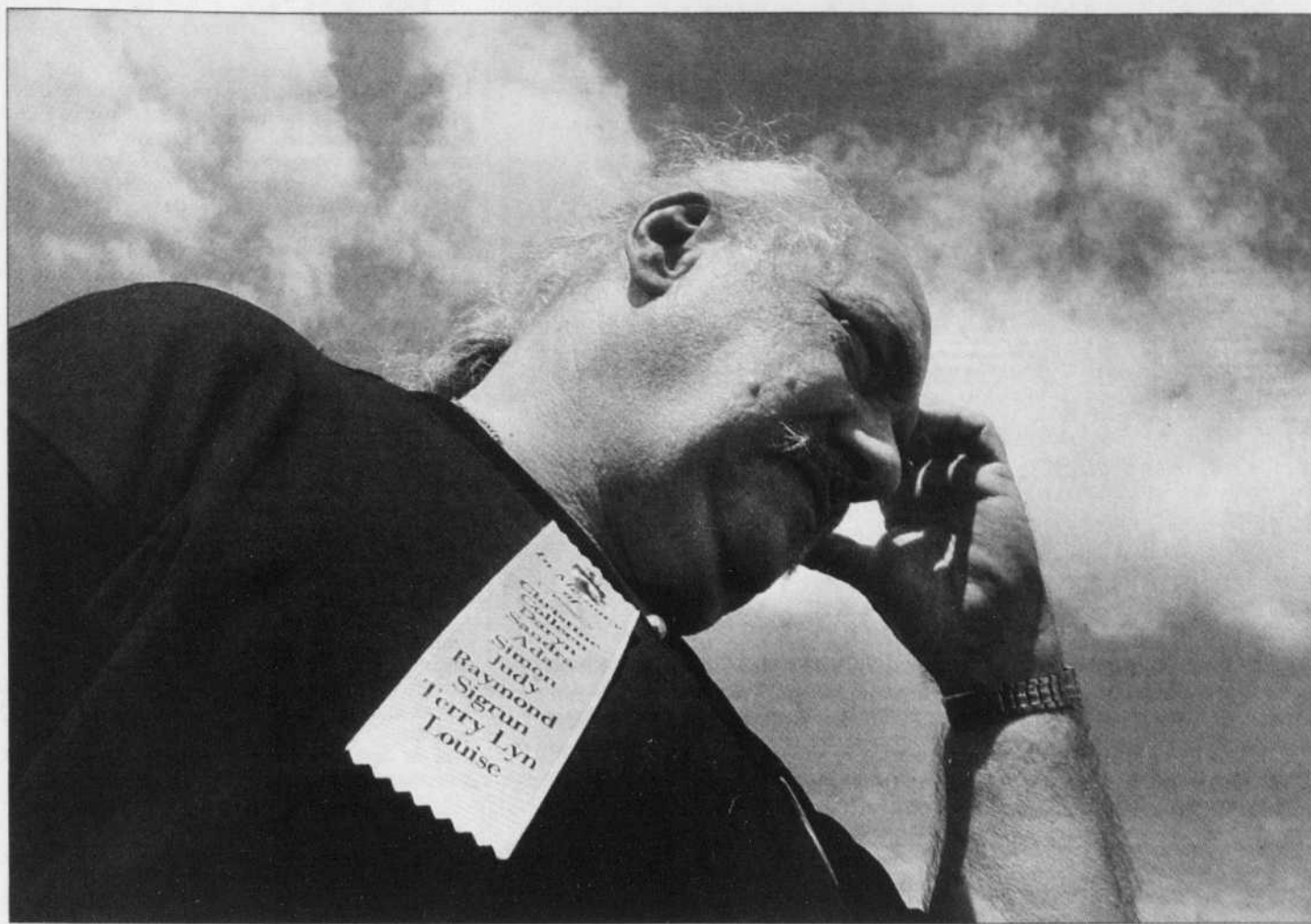
Inscrivez-vous!
www.montreal2006.org
Cliquez sur l'onglet «Conférence»

1^{ers} Outgames mondiaux
Montréal 2006

Canada Québec Montréal Radio-Canada Montréal



ACTUALITÉS



À Sainte-Anne-des-Plaines, Raymond King, dont le fils fait partie des 11 victimes de Clifford Olson, essuie des larmes de soulagement après que la demande de remise en liberté du tueur a été refusée.

CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

Un des pires criminels de l'histoire canadienne

Clifford Olson restera en prison

DENE MOORE

Sainte-Anne-des-Plaines — Le tueur en série Clifford Olson, l'un des pires criminels de l'histoire canadienne, demeurera derrière les barreaux.

Olson a comparu hier devant la Commission nationale des libérations conditionnelles au pénitencier de Sainte-Anne-des-Plaines, au nord de Montréal. Des observateurs assistant à l'audience par le biais de la télévision en circuit fermé ont pu entendre les pleurs des proches des victimes venus présenter des déclarations sur les répercussions sur les victimes.

«Je ne crois pas que vous devriez vivre un seul jour à l'extérieur des murs de la prison», a déclaré à l'adresse d'Olson une femme dont la sœur de 13 ans a été tuée.

Trois proches des familles des victimes ont présenté en personne une déclaration sur l'impact des meurtres, tandis que deux autres ont soumis une déclaration enregistrée.

En 1982, le détenu aujourd'hui âgé de 66 ans avait admis les meurtres, en Colombie-Britannique, de huit filles et trois garçons âgés de 9 à 18 ans. Il a purgé 25 ans de détention, ce qui l'a rendu admissible à une libération conditionnelle.

Hier, les trois membres de la Commission nationale des libérations conditionnelles ont décrit Olson, en sa présence, comme un meurtrier en série sadique, un psychopathe et un maniaque sexuel. Il ne leur a fallu qu'environ une demi-heure pour lui refuser la libération conditionnelle. Ils ont exprimé leur accord avec le constat des services correctionnels selon lequel Olson n'est pas du tout réhabilité et tuera encore certainement s'il est relâché.

Citant les recommandations du personnel des services correctionnels, Jacques Letendre, l'un des membres de la commission, a affirmé que le risque posé par Olson n'a en rien diminué en 25 ans.

Olson est apparu échevelé et délirant, diva-

quant sur les supposées informations qu'il détiendrait sur les attentats terroristes du 11-Septembre. Il a affirmé que la commission n'avait aucune juridiction sur lui, et annoncé qu'il quittait le pays.

Les membres de la Commission des libérations ont appris qu'Olson avait refusé de se soumettre à une évaluation psychiatrique en prévision de l'audience. «Il continue de ne manifester ni remords ni empathie pour les victimes», a affirmé l'agente de libération conditionnelle Nancy Beaudoin.

En principe, Olson a maintenant droit à une audience de libération conditionnelle tous les deux ans, mais des membres des familles de ses victimes disent qu'ils se battent pour que le gouvernement fédéral modifie la loi. Le ministre de la Justice, Vic Toews, a déjà fait savoir que son gouvernement étudierait la possibilité d'apporter de tels changements cet automne.

Presse canadienne

Charest fera le point sur la situation politique au Québec avec Chirac

MARTIN OUELLET

Dresde, Allemagne — Le premier ministre Jean Charest fera le point sur la situation politique québécoise demain à Paris avec le président de la République française, Jacques Chirac.

«Nous allons parler de ce qui se passe à la fois au Canada, en France et au Québec. À chaque entretien, nous faisons le point sur la situation politique chez nous», a indiqué M. Charest, mardi à Dresde en Allemagne, au sujet de sa rencontre officielle de demain en matinée à l'Élysée avec le président Chirac.

M. Charest mettra le cap sur la France mercredi matin, au terme d'une mission de neuf jours en Autriche et en Allemagne.

Il s'agit de la deuxième visite du premier ministre du Québec à Paris en moins de deux semaines. Lors de son premier séjour, il avait mis le feu aux poudres en déclarant à la télévision française que le Québec avait certes «les moyens» de faire la souveraineté, mais que ce n'était pas dans son intérêt.

Des militants souverainistes, le chef du Parti québécois (PQ) André Boisclair en tête, n'ont retenu que le passage portant sur «les moyens», y voyant une forme d'illustration des bienfaits de l'indépendance.

Cette fois, M. Charest ne prévoit pas de controverse mais n'entend d'aucune façon édulcorer son discours si la question de la souveraineté est abordée à l'Élysée.

«Je ne dirai rien de différent de ce que j'ai dit, et de ce que je dis depuis les 20 dernières années», a souligné le premier ministre.

Sur un autre front, M. Charest compte demander au président Chirac d'user de toute son influence politique pour rallier le plus grand nombre possible de pays en faveur de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

«À nos yeux, c'est (la convention) la plus grande réussite de la diploma-

tie québécoise. Alors avec le président Chirac, je vais parler de la suite des choses et on va beaucoup pousser pour que la ratification se fasse le plus rapidement possible», a dit le premier ministre.

Adoptée le 20 octobre 2005 par la Conférence générale de l'UNESCO à la suite de représentations intensives de la France, du Québec et du Canada, la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles doit être ratifiée par au moins 30 pays pour entrer en vigueur.

Seuls le Canada, le Mexique et le minuscule Etat de l'île Maurice, au sud-est de l'Afrique, ont jusqu'à maintenant franchi toutes les étapes politiques menant à la ratification de l'accord.

Avec l'aide du président français, le premier ministre veut convaincre les grandes nations européennes d'adopter le document afin que le document puisse être ratifié dans «la prochaine année».

«Nous voulons réunir plus de 30 pays et nous voulons aussi que ce soit des pays comme l'Allemagne et la France. Par exemple, si l'Allemagne ratifie le document et le fait vite, cela va envoyer un message important à tous les autres pays», a-t-il dit.

Outre la diversité culturelle, le premier ministre a également l'intention d'aborder avec M. Chirac le sujet des Fêtes du 400^e anniversaire de la ville de Québec en 2008.

La République française a promis de poser un geste significatif pour marquer l'événement mais sa contribution reste à préciser.

L'organisation du prochain Sommet de la Francophonie en septembre prochain à Bucarest, en Roumanie, sera aussi au menu des discussions entre les deux hommes.

«Le grand thème du prochain sommet est l'éducation, un sujet qui tombe justement dans nos domaines de compétence», a mentionné M. Charest.

Presse canadienne

Avis d'expulsion contre Harkat

Ottawa — Le gouvernement canadien a émis un ordre d'expulsion formel contre le présumé terroriste Mohammed Harkat, en dépit de ses craintes de faire face à la torture à son retour en Algérie, son pays d'origine.

L'Agence des services frontaliers du Canada a informé Harkat de sa décision vendredi dernier. La veille, la Cour fédérale d'appel s'était opposée à la volonté du gouvernement fédéral, qui souhaitait voir Harkat retourner en prison.

Mohammed Harkat, qui a été emprisonné pendant quatre ans en vertu d'un certificat de sécurité, a été libéré il y a trois semaines. Des conditions de remise en liberté très strictes lui avaient été imposées.

Son expulsion vers l'Algérie ne pourra toutefois avoir lieu avant plusieurs mois, puisque la Cour suprême du Canada examine actuellement la constitutionnalité des certificats de sécurité.

Le délégué du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, James Schultz, a confirmé aux avocats du réfugié algérien que leur client ne pourra pas rester au pays advenant une décision défavorable du plus haut tribunal canadien. Selon son évaluation, le présumé terroriste de 37 ans représente un «danger pour la sécurité canadienne».

Il y a plus d'un an, les avocats de Harkat avaient entrepris des démarches afin d'éviter son renvoi en

Algérie, là où ils estiment que sa vie est en danger. Ils évaluent qu'il pourrait être soumis à la torture en raison de son implication passée avec un groupe extrémiste en faveur de la démocratie dans ce pays au début des années 1990.

L'un des avocats de Harkat, Paul Copeland, veut contester cette plus récente décision défavorable envers son client. «Je n'ai pas encore pris connaissance du rapport, mais il semble qu'il est question d'un rapport d'Amnistie internationale qui écarterait tout danger pour mon client en Algérie. Nous allons évidemment demander une révision judiciaire.»

Sophie Harkat, l'épouse du réfugié algérien, a de nouveau parlé de l'acharnement du gouvernement fédéral à l'endroit de son couple. «Nous venons de gagner une bataille judiciaire [son mari a pu demeurer en détention à la résidence familiale] et voilà que, moins de 24 heures plus tard, on nous fait part de cette décision», dit-elle. «C'est un gros stress pour mon mari même si nous nous attendions à ce dénouement. Mais la livraison de la décision ne pouvait tomber à un pire moment compte tenu que ça fait un an que le débat perdure», ajoute-t-elle.

Mohamed Harkat a déjà dit qu'il préférerait demeurer détenu au Canada que d'être expulsé dans son pays d'origine.

Presse canadienne

Élections dans Taillon

Québec solidaire joue à fond la «démocratie participative»

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Québec solidaire a organisé une réunion hier soir à Longueuil avec des résidents de la circonscription de Taillon, invités à contribuer à l'élaboration du programme électoral de la candidate du parti, Manon Blanchard, à l'élection partielle du 14 août.

«On croit beaucoup à la démocratie participative. On veut que notre programme et nos engagements reflètent les préoccupations et les revendications des gens de Taillon», a déclaré hier après-midi Mme Blanchard, lors d'un entretien téléphonique. La candidate, native et résidente de la circonscription, a d'ores et déjà fait la liste des engagements qu'elle souhaite mettre en avant: poursuivre la lutte contre la pauvreté, faire de l'environnement une préoccupation centrale, améliorer les centres de la petite enfance (CPE) et le réseau de l'éducation, défendre le droit au logement ainsi que promouvoir la souveraineté comme moyen au service de la justice sociale. «On veut entendre ce que les gens ont à dire à propos de ça, ainsi que leurs autres préoccupations, s'il y a lieu», a dit Mme Blanchard, travailleuse communautaire. La candidate affirme que cette démarche découle de la façon de son parti «de faire de la politique autrement». Québec solidaire a convié à l'assemblée la soixantaine de

membres du parti habitant dans Taillon, mais aussi d'autres résidents de la circonscription, rencontrés lors de séances de porte à porte ou d'une activité publique. Les porte-parole du parti, Françoise David et Amir Khadir, ainsi que Manon Massé, qui s'était présentée sous la bannière de Québec solidaire dans Sainte-Marie-Saint-Jacques à l'élection partielle du 10 avril dernier, ont pris part à la rencontre. Au moment de mettre sous presse, les contributions des citoyens au programme de la campagne de Manon Blanchard effectuées lors de l'assemblée n'étaient pas connues.

La candidate de Québec solidaire se mesurera le 14 août à la péquiste Marie Malavoy, ancienne vice-présidente du PQ, à la libérale Véronique Mercier, ex-directrice adjointe du cabinet de la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, à l'adéquate Karine Simard et au candidat du Parti vert Yvon Rudolphe. L'Union des forces progressistes, dont la fusion avec Option citoyenne a mené à la création de Québec solidaire, n'avait recollé que 1,4 % des votes dans Taillon en 2003. «On est là pour gagner à plusieurs niveaux», a mentionné Mme Blanchard. Elle a évoqué des gains possibles en ce qui a trait aux votes, mais aussi dans les domaines de «l'apprentissage», de «l'expérience» et dans la possibilité «d'émettre des idées».

Le Devoir

EN BREF

Glissades dangereuses

Les glissades d'eau du camping de Saint-Pie, en Montérégie, où le jeune Alexis Auclair a eu les pieds broyés la semaine dernière lorsqu'il a été aspiré par un tuyau d'évacuation, étaient loin d'être conformes et sécuritaires. Selon le rapport d'enquête de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), obtenu par le réseau TQS, 24 anomalies ont été relevées, soit des endroits et des pièces d'équipement qui présentent divers dangers, comme des risques de chute et des risques d'électrocution. Onze pièces d'équipement ont carrément été fermées: c'est le cas du fameux tuyau relié à la pompe par lequel Alexis Auclair est passé. Le jeune garçon de sept

ans a dû subir l'amputation des deux jambes sous le genou, mardi dernier, à la suite de cet accident. De plus, le couvercle qui devait recouvrir ce tuyau est de fabrication maison. Il est construit à partir d'un capuchon de plastique dans lequel des trous ont été percés. L'installation de ces embouts protecteurs s'effectue alors que les pompes sont en fonction au moyen d'un outil en bois de fabrication maison. Il s'agirait, selon toute vraisemblance, d'une invention des anciens propriétaires du parc aquatique. Ce bassin et toutes les autres pièces d'équipement qui font défaut ont été fermés par la CSST jusqu'à ce que des correctifs soient apportés. Selon la CSST, les propriétaires du camping ont déjà fait des améliorations. Ils prévoient reprendre leurs activités vendredi. — PC

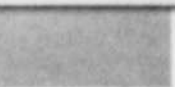
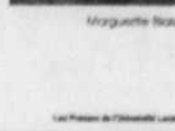
Les Presses de l'Université Laval

La culture sourde
Quêtes identitaires au cœur
de la communication

Marguerite Blais



Autrefois regroupés dans des institutions d'enseignement spécialisé, les sourds sont aujourd'hui dispersés et, pour le plupart, intégrés dans les écoles régulières. Bien qu'ils soient encore, dans bien des cas, «sous-diplômés», ils franchissent de plus en plus les portes des universités et aspirent à un meilleur statut social. Cet ouvrage nous offre le parcours de vie de 17 sourds, orlistes ou gestuels, maintes fois, devenus sourds ou ayant reçu un implant cochléaire, issus de parents entendants ou de parents sourds. Fortement scolarisés, ils forment une nouvelle cohorte au sein de la communauté sourde et leurs récits nous font connaître leurs stratégies identitaires et leurs processus d'émancipation.



Les Éditions PUL-IGRC
Tél. (418) 656-2131 poste 10996
Télex (418) 656-3305
Lucie.Belanger@pul-laval.ca
www.pulval.com

ISBN 9-7637-8359-X
344 pages • 30 \$



Claude
MÉLANÇON
CHARMANTS VOISINS
Un classique de l'ornithologie
québécoise en réédition
illustrée

298 pages - 12,95 \$

GUÉRIN, éditeur Rée
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

• LES ACTUALITÉS •

FOSSSES

SUIITE DE LA PAGE 1

C'est la fiabilité et la fragilité du système qui causent problème. Car ces nouvelles fosses (de type «tertiaire») n'ont pas de champ d'épuration: elles sont précisément conçues pour les terrains difficiles, rocheux ou en argile, qui ne permettent pas la présence d'un champ filtrant. «C'est le genre de produit qui donne subitement beaucoup de valeur à des terrains qui n'en avaient pas avant», observe Richard Marois, président du Conseil régional de l'environnement (CRE) en Montérégie.

La technologie employée rejette donc les eaux usées directement en surface du sol, après qu'elles ont été désinfectées par un passage sous une lampe UV à la sortie de la fosse septique. Si le système fonctionne, il est de la première qualité, note-t-on. Les eaux rejetées ont un taux de coliformes et d'autres bactéries très bas. «Mais si la lampe flanche, indique Marie Cabana, inspectrice en environnement pour la municipalité de Chelsea, on se retrouve avec des maisons qui vont rejeter facilement 1000 litres d'eaux usées par jour dans les fosses municipales, avec tous les risques que ça comporte, notamment de contamination des puits environnants.» Dans l'hypothèse où quelques maisons d'un même quartier seraient équipées de ce système, «on aurait une catastrophe écologique en quelques heures», affirme Richard Marois, qui évoque le souvenir de Walkerton.

En clair, si la lampe cesse de fonctionner (panne de courant prolongée), s'encrasse (pas de système auto-nettoyant) ou perd de son efficacité, et que les propriétaires ne s'en aperçoivent pas parce qu'il n'y a pas de système d'alarme, on retrouve les conditions de rejets d'il y a 25 ans. C'est-à-dire avant l'adoption par Québec du règlement provincial Q-2, r.8 qui imposait à toutes les installations septiques d'être composées d'une fosse et d'un champ d'épuration. «On ne voulait plus d'égouts à ciel ouvert dans nos campagnes», rappelle Marie Cabana.

Pour l'instant, environ 270 fosses à rayons UV (une vingtaine de PTE, le reste de Bionest, qui réitère que son système est sécuritaire) ont été installées depuis décembre, date à laquelle le BNQ a donné son feu vert. PTE vend toujours son système à l'heure actuelle, mais en ajoutant un champ de polissage.

Et pourquoi le BNQ a-t-il certifié ces produits aujourd'hui dénoncés? «Le protocole n'était pas adapté pour tester ce genre de système», affirme Henri Ouellet. On ne se doutait pas de ce qui allait se passer sur le terrain.» Les faits connus, un sous-comité a été créé et a recommandé au MDDEP d'adopter un moratoire sur l'installation des systèmes UV. Au bureau du ministre Claude Béchar, on indiquait hier «qu'une décision s'en vient» en ce sens, prise au prochain conseil des ministres.

Hier, plusieurs sources confirmaient toutefois que le MDDEP irait dans le sens d'un moratoire pour répondre au tir groupé de plusieurs secteurs: la Fédération québécoise des municipalités et l'Union des municipalités du Québec ont ainsi chacun fait part officiellement de leurs craintes dans ce dossier, la Direction de la santé publique de l'Outaouais a demandé à ce que celui-ci «soit réévalué avec des experts en santé publique». De son côté, la Ville de Chelsea, en Outaouais, a pris en compte les conseils de ses experts et a déjà imposé un moratoire. Plusieurs municipalités ont indiqué vouloir faire de même.

Le Devoir

Enterrement hâtif



CRACK PALINGGI REUTERS

LE BILAN DU TSUNAMI qui a déferlé lundi sur des villages de pêcheurs et des plages de l'île de Java, dans le sud de l'Indonésie, a atteint 341 morts, dont plusieurs ont déjà été enterrés (photo). On a également fait état de 229 disparus et de plus de 54 000 personnes déplacées. Des vagues de 1,5 m de haut ont projeté des voitures, des motos et des bateaux sur les façades d'hôtel et de restaurant, les devantures de magasin et les habitations. Les champs ont été inondés jusqu'à 500 m à l'intérieur des terres. Au lendemain du tsunami, les secours s'organisaient.

Harcèlement psychologique

La Commission des normes prépare sa riposte contre Marois

La Commission des normes du travail ne voit pas d'un bon œil que Pierre Marois, président en réserve de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), ait été autorisé récemment à faire valoir son point de vue dans le dossier de harcèlement psychologique mettant en cause Ginette L'Heureux, responsable des communications et porte-parole de la CDPDJ.

Comme tenu «du précédent» créé par cette décision rendue le 11 juillet par la Commission des relations du travail, à deux commissaires contre un, «nous allons en révision judiciaire devant la Cour supérieure», a déclaré hier Guy Poirier, directeur des affaires juridiques de la Commission des normes du travail, qui entend agir rapidement.

«Notre procédure devrait être déposée cette semaine et pourrai être entendue d'ici la mi-août pour une décision dans un délai d'un à trois mois suivant l'audition», a-t-il dit. «Cette décision comporte une implication importante pour Mme L'Heureux. Pour son cas, mais également pour tous les autres cas à venir qui vont passer devant les tribunaux», a indiqué M. Poirier. «Pour nous, c'est un principe qui est excessivement important, surtout qu'il s'agit d'un premier cas. C'est la première fois et ça trace la voie pour le futur», a-t-il ajouté. Les deux autres commissaires s'étaient plutôt rangés du côté de Pierre Marois, un ancien ministre péquiste, qui tenait à être là «à son procès pour défendre son honneur et sa réputation».

Presse canadienne

Canadiens sur la liste noire

Ottawa — Des dizaines de Canadiens ont porté plainte officiellement pour avoir été retardés aux aéroports parce que leur nom — ou quelque chose lui ressemblant — apparaissait sur une liste américaine de voyageurs indésirables («no-fly list»).

Au cours des deux dernières années, le ministère fédéral des Transports a reçu «entre 40 et 50 plaintes» de la part de personnes dont le nom apparaissait sur la liste des États-Unis, a dit la porte-parole du ministère, Vanessa Vermette. Faute d'une liste canadienne, les lignes intérieures canadiennes procèdent aux contrôles d'identité des passagers à partir de la liste américaine, laquelle inclurait les noms d'environ 70 000 personnes.

Ainsi, au moins deux députés fédéraux — le libéral Bill Graham et le néo-démocrate Pat Martin — ont dû subir des délais à cause de cette mesure de sécurité aéroportuaire. Mais jusqu'à présent, on ignore le nombre exact de personnes retardées parce que leur nom est le même que l'un de ceux figurant sur la liste américaine. Une porte-parole d'Air Canada a refusé de répondre à des questions sur ce sujet, se bornant à déclarer que la société ne discute pas publiquement de sécurité.

Les transporteurs canadiens utilisent diverses sources d'information pour assurer la sécurité des vols et des passagers, a fait savoir Fred Gaspar, vice-président de l'Association du transport aérien du Canada, qui regroupe les sociétés aériennes canadiennes.

«Cela peut inclure des informations provenant de gouvernements étrangers.»

Presse canadienne

EN BREF

Site d'enfouissement agrandi

Le gouvernement a finalement décidé d'aller de l'avant et de délivrer un certificat d'autorisation pour la réalisation du projet d'agrandissement du site d'enfouissement de Saint-Thomas, appartenant à la société Dépôt Rive-Nord. Ce projet portera la capacité du site de 9 à 30 millions de mètres cubes d'ici 25 ans. Le certificat est toutefois limité: l'agrandissement se fera en cinq phases dont chacune devra être approuvée (4,25 millions de m³ par étape). Selon Québec, le projet respecte le Plan de gestion des matières résiduelles de la MRC de Joliette, et le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Claude Béchar, affirme qu'il a reçu «toutes les assurances» que la protection de la nappe phréatique et des eaux de surface autour du site était garantie. Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) avait toutefois jugé «inacceptable» et dangereux pour l'avenir de l'agriculture locale le projet de Dépôt Rive-Nord, qui ne répondait selon lui à aucun des trois critères du développement durable (aux plans social, économique et environnemental) tout en menaçant les ressources en eau. — Le Devoir

NUMÉRO 1 LE MATIN, 7 JOURS SUR 7*



La Première Chaîne:
la plus écoutée le matin à Montréal.

Félicitations à René HOMIER-ROY en semaine et Joël LE BIGOT le week-end,
et merci à tous nos auditeurs.

www.radio-canada.ca/radio
Réalisation: Stéphane Tremblay, Sylvie Lavoie

*Source: sondage 2 BBM qui s'est tenu du 17 avril au 11 juin 2006.
Part de marché francophone du lundi au vendredi de 6h à 9h; le samedi de 7h à 11h;
le dimanche de 7h à 10h. Marché central de Montréal, 12 ans et plus.

 **95,1** FM
PREMIÈRE CHAÎNE

LE MONDE

ANALYSE

L'influence de Washington est en baisse au Proche-Orient

SYLVIE LANTEAUME

Washington — Les États-Unis se retrouvent isolés dans leur soutien indéfectible à l'offensive militaire israélienne au Liban, ce qui révèle, selon des experts, l'amoinvement de leur influence au Proche-Orient.

Contrairement à l'Union européenne, à la Russie et au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan — leurs partenaires au sein du quartet pour le Proche-Orient —, les États-Unis refusent d'appeler à un cessez-le-feu au Liban, estimant que cela ne permettra pas d'aboutir à une solution à long terme.

Hier encore, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a pris ses distances avec un appel de son homologue égyptien Ahmed Aboul Gheit à un cessez-le-feu «maintenant». «Quand les conditions seront propices», a rétorqué Mme Rice.

«Un cessez-le-feu implique un état de suspension des hostilités, ce qui n'est pas ce qu'on veut», a expliqué un haut responsable du département d'Etat ayant requis l'anonymat.

Washington, qui refuse de qualifier de disproportionnée la réponse d'Israël à l'enlèvement de trois de ses soldats par le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais, apparaît également réticent à approuver immédiatement une force internationale de stabilisation dans le Sud-Liban.

Cet isolement diplomatique des États-Unis, qui se sont désengagés du conflit israélo-palestinien pour se consacrer au dossier nucléaire iranien et aux interventions en Irak et en Afghanistan, montre l'affaiblissement de l'influence américaine dans la région et, surtout, risque de l'aggraver, selon le quotidien américain *Christian Science Monitor*.

«L'histoire montre que, s'il y a un pays qui peut influencer sur le cours des événements au Proche-Orient, ce sont les États-Unis», indique le journal. «Mais l'influence des États-Unis a toujours été affaiblie quand ils ont adopté une position nettement différente de celle de leurs partenaires internationaux.»

Washington, qui n'entretient aucune relation diplomatique avec l'Iran depuis un quart de siècle et qui a des échanges minimaux avec la Syrie, ne parle ni au Hezbollah chiite pro-iranien ni au Hamas pro-syrien, que les États-Unis considèrent comme des mouvements terroristes.

Cela laisse peu de latitude à une mission au Proche-Orient de Mme Rice, qui s'est pourtant déclarée prête à s'y rendre dans les prochains jours, souligne Martin Indyk, ancien secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient sous le président Bill Clinton.

«Un cessez-le-feu implique un état de suspension des hostilités, ce qui n'est pas ce qu'on veut»

«Qu'est-ce qu'elle va faire? Aller à Damas?», s'est interrogé M. Indyk, aujourd'hui chercheur à la Brookings Institution. «Les Syriens adoraient: cela voudrait dire que les États-Unis demanderaient aux Syriens de contrôler le Liban.»

Interrogée sur cette future visite, la Maison-Blanche a refusé hier de s'avancer sur une date. «La secrétaire d'Etat va y aller, mais elle ne sait pas encore quand.» Lorsqu'une date sera fixée, «ce sera plus facile pour nous de préciser ce qu'elle veut faire», a indiqué le porte-parole présidentiel, Tony Snow.

Autre signe de l'influence réduite de Mme Rice dans ce conflit, ni Israël ni le Liban ne tiennent à la recevoir, des porte-parole gouvernementaux israélien et libanais ayant fait savoir hier sur la chaîne américaine CNN que sa visite serait prématurée.

M. Indyk, qui s'exprimait au cours d'une table ronde à la Brookings Institution, a estimé que l'administration Clinton détenait davantage de moyens de pression sur les parties au Proche-Orient parce que la Syrie et Israël étaient alors engagés dans des négociations de paix, ce qui constituait un canal de communication tout trouvé.

Tony Snow s'est inscrit en faux contre l'idée d'un président ayant moins de pouvoirs. George W. Bush «parle aux Saoudiens, aux Jordaniens, aux Égyptiens», qui ont le plus d'influence directe sur la Syrie et l'Iran, a-t-il fait valoir.

Agence France-Presse

MEXIQUE

La gauche demande l'annulation du scrutin

Mexico — Le candidat de gauche à la présidence du Mexique, Andres Manuel Lopez Obrador, a demandé au Tribunal électoral un recomptage des voix ou l'annulation du scrutin du 2 juillet, jugé non équitable, selon la plainte de son parti.

Dans la plainte de 836 pages, le Parti de la révolution démocratique (PRD) de M. Lopez Obrador et ses alliés demandent au Tribunal d'examiner «la possibilité de modifier les résultats électoraux ou de déclarer l'élection non valide».

Selon le PRD, le principe d'élections libres a été violé. La gauche accuse le candidat conservateur Felipe Calderon d'avoir mené une campagne électorale d'attaques contre M. Lopez Obrador et d'avoir bénéficié de l'appui du président sortant Vicente Fox.

D'après l'équipe juridique de M. Lopez Obrador, il y a un motif pour déclarer la nullité de l'élection.

Le Tribunal électoral mexicain doit proclamer d'ici au 6 septembre le vainqueur de la présidentielle du 2 juillet.

D'après le décompte de l'Institut fédéral électoral (IFE), qui organise les scrutins au Mexique, le candidat de la droite catholique Felipe Calderon a remporté le scrutin avec une infime avance d'un demi-point de pourcentage sur M. Lopez Obrador, qui conteste les résultats.

La gauche a mobilisé dimanche près d'un million de personnes à Mexico pour exiger un recomptage des voix et a promis une résistance civile pacifique.

Agence France-Presse

Des sous pour le Darfour

Bruxelles — Les États-Unis ont annoncé hier une enveloppe de 116 millions \$US pour soutenir la force de maintien de la paix de l'Union africaine (AMIS) dans la province soudanaise du Darfour jusqu'à fin septembre.

«Nous allons aujourd'hui promettre 116 millions de dollars pour renforcer l'AMIS jusqu'à fin septembre», a déclaré la secrétaire d'Etat américaine adjointe aux Affaires africaines Jendayi Frazer, lors d'une conférence de presse en marge d'une conférence internationale sur le Darfour à Bruxelles. Ce renforcement «inclura une augmentation du nombre de soldats», a-t-elle ajouté.

La force de l'UA dans cette région ravagée par la guerre civile compte actuellement environ 7000 soldats, mais la communauté inter-

nationale souhaiterait renforcer avant le transfert de cette mission à l'ONU d'ici à la fin de l'année.

Mme Frazer a d'ailleurs appelé à accélérer le calendrier de ce transfert et à maintenir la transition au 30 septembre. Le mandat de l'AMIS se termine le 30 septembre mais l'UA a accepté le principe de prolonger sa mission de trois mois, l'ONU ayant indiqué ne pouvoir prendre le relais qu'à partir du 1^{er} janvier 2007.

Le commissaire européen au Développement Louis Michel a de son côté annoncé 25 millions d'euros supplémentaires pour soutenir la mission de l'UA. Cette somme s'ajoute aux 212 millions d'euros déjà débouqués ou promis par Bruxelles.

Agence France-Presse

La tension monte d'un cran entre Tbilissi et Moscou

Le Parlement géorgien exige le départ des soldats russes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie

Le Parlement géorgien a exigé hier le retrait immédiat des soldats russes des régions séparatistes géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, faisant monter d'un cran la tension avec Moscou, qui agit aussi depuis plusieurs jours le chiffon rouge.

Le Parlement «charge le gouvernement de lancer immédiatement la procédure de retrait des forces de paix de la CEI [ex-URSS moins les pays baltes] et de dénoncer tous les accords portant sur ce sujet», dans une déclaration adoptée par les 144 députés pro-pouvoir présents, en l'absence de la soixantaine de députés de l'opposition, qui boycottent l'assemblée.

Les forces de paix de la CEI stationnées en Géorgie, ex-république soviétique du Caucase du Sud, sont formées de Russes.

L'Abkhazie (nord-ouest) et l'Ossétie du Sud (nord) ont proclamé leur indépendance au lendemain de la chute de l'URSS, ce qui a conduit à des conflits armés contre Tbilissi soutenus en sous-main par Moscou. Avant ces af-

frontements et l'exode de milliers de personnes, l'Abkhazie comptait 320 000 habitants et l'Ossétie du Sud 50 000.

«Nous proposons de remplacer la force de paix existante [...] par une force internationale», ajoute le texte, dans lequel les députés jugent que «la force de paix russe a été la principale barrière au règlement» de ces conflits.

Cette déclaration souligne un peu plus la montée des tensions entre Moscou et le régime du président pro-occidental Mikheil Saakachvili, qui depuis son arrivée au pouvoir début 2004 n'a cessé de dire qu'il ferait rentrer dans le giron géorgien les territoires séparatistes.

«Toutes les décisions dépendront de nos relations avec Moscou. Tous les détails seront réglés lors de ma rencontre avec mon homologue russe» Vladimir Poutine, lors d'une vi-

site à Moscou du 21 au 23 juillet, a déclaré M. Saakachvili. «C'est une décision de principe. Et rien ne pourra empêcher sa mise en appli-

cation», a certifié le ministre géorgien de la Défense, Irakli Okrouachvili.

Une assurance qui n'a pas plu à Moscou, qui affirme ces derniers jours que Tbilissi s'appête à lancer une attaque armée contre ses régions séparatistes pro-russes.

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé une résolution constituant selon lui une «provocation visant à faire monter la tension et à briser le cadre actuel de négociations».

Le «président» de l'Ossétie du Sud, Edouard Kokoity, a également dénoncé «une tentative sans équivoque de faire sortir le conflit du domaine diplomatique», selon Itar-Tass.

Le «ministre» abkhaze des Af-

aires étrangères, Sergueï Chamba, a rejeté une initiative vouée à «déstabiliser la situation» et dont l'application «mènerait immédiatement à l'escalade et à une nouvelle catastrophe humanitaire».

L'armée russe a elle aussi prévenu hier qu'elle ne comptait pas retirer ses hommes. «S'il les soldats russes partis de ces territoires, le sang y coulerait», a déclaré le général Valeri Evnevitch, responsable des forces de paix au sein de l'armée de terre russe, lors d'une conférence de presse à Moscou.

Il a exclu tout départ des près de 1900 hommes stationnés en Abkhazie sans un accord des chefs d'Etat de la CEI. Et l'aval de la commission de contrôle mixte (Géorgiens, Russes et Ossètes) est nécessaire avant un éventuel retrait des 550 soldats russes d'Ossétie du Sud, selon lui.

L'escalade pour l'instant verbale a été accompagnée d'une intense propagande anti-géorgienne à la télévision russe.

Agence France-Presse

Le 88^e anniversaire de Tata



SIPHIWE SIBEKO REUTERS

NELSON MANDELA, ancien président de l'Afrique du Sud, a célébré hier en famille son 88^e anniversaire ainsi que son huitième anniversaire de mariage avec sa troisième femme Graca Machel. Les vœux et les messages d'affection se sont multipliés sur les ondes et dans les journaux à l'adresse de Mandela, baptisé par les Sud-Africains Tata ou grand-père. Aucune manifestation publique n'était toutefois prévue. Le président actuel Thabo Mbeki, qui a succédé à Mandela en 1999, a souhaité que son prédécesseur «vive assez longtemps pour voir la pleine floraison de [leur] nation qui se régénère en un peuple paisible, prospère et uni». Prix Nobel de la paix en 1993 pour avoir combattu l'apartheid et premier président noir d'Afrique du Sud, Nelson Mandela s'illustre encore aujourd'hui notamment pour sa lutte contre le virus du sida.

Irak: un attentat fait plus de 50 autres victimes

Quelque 5818 civils ont été tués pendant les mois de mai et juin

Plus de 50 personnes sont mortes dans un attentat hier à Koufa en Irak, le troisième visant des chiïtes depuis dimanche et qui risque d'exacerber les tensions confessionnelles.

«C'est une guerre civile ouverte dans le pays ourdie par des mains sales et irakiennes liées à l'étranger», a commenté le président du Parlement, le sunnite Mahmoud Machadani, dans un communiqué.

Cinquante-quatre personnes ont été tuées et 105 blessées dans l'attaque suicide, a affirmé le directeur des services de santé de la province de Najaf, Mondher al-Adhari.

Selon des témoins, une voiture a explosé au milieu de la foule à proximité de la grande mosquée de la ville où des ouvriers attendaient, comme à leur habitude, que des employeurs éventuels viennent les chercher.

C'est le troisième attentat de grande envergure en trois jours visant la communauté chiïte. Dimanche, 28 personnes dont 25 chiïtes ont été tuées à Touz Khormatou (150 km au nord de Bagdad) dans un attentat dans un café. Lundi, 48 personnes ont péri à Mahmoudiyah au sud de Bagdad dans une attaque à la voiture piégée suivie par des tirs dans la foule.

Ce nouvel attentat a été condamné avec force par le premier ministre Nouri al-Maliki, qui a promis de pourchasser ses auteurs et de les châtier.

Lundi, des responsables chiïtes se sont émus des attaques de Mahmoudiyah et de Touz Khormatou, les attribuant à des fidèles de l'ancien régime de Saddam Hussein, dominé par les sunnites. Et certains ont dénoncé l'incapacité des forces de l'ordre à prévenir ces attentats sanglants.

Un «recensement»

Quelque 5818 civils ont été tués et 5672 blessés pendant les mois de mai et juin en Irak, pouvait-on lire hier dans un rapport sur les droits de l'homme des Nations unies, qui s'inquiètent du nombre de déplacés, désormais voisin de 150 000 personnes.

Le rapport indique que «5818 civils ont été tués et au moins 5672 ont été blessés en mai et juin 2006. Les assassinats, les enlèvements et la torture demeurent fréquents [...], le nombre de civils tués continue à croître», précisant que 244 femmes et 71 enfants ont été tués pendant cette période. La grande majorité des victimes se situe à Bagdad.

Selon le rapport, cela porte à 14 338 le nombre de civils tués au cours des six premiers mois de l'année. Les professionnels de la justice, de l'éducation et de la santé sont particulièrement touchés, soulignent les Nations unies. Depuis 2003, le ministère de la Santé, qui admet que le chiffre est probablement en-deçà de la réalité, a recensé 50 000 morts violentes.

Quelque 150 000 personnes ont également été forcées à quitter leur foyer sous la pression des violences. «Les personnes déplacées sont plus vulnérables, ne voient pas tous leurs droits respectés et n'ont accès qu'à des services limités, ce qui accroît l'inimicité intercommunautaire dans le lieu où ils arrivent», selon le rapport.

Le rapport note que de nombreux chiïtes tentent de gagner le sud du pays alors que, inversement, des sunnites du sud voyagent vers le nord.

Agence France-Presse

EN BREF

Les maoïstes veulent prolonger le cessez-le-feu

Katmandou — Les rebelles maoïstes au Népal sont susceptibles de proroger leur cessez-le-feu, censé expirer à la fin de la semaine, afin de soutenir les négociations de paix visant à faire cesser l'insurrection, a déclaré hier un chef de la guérilla. Les rebelles souhaitent renouveler la trêve car les pourparlers avec le gouvernement intérimaire se déroulent bien, a estimé Ananta, chef militaire adjoint de la guérilla maoïste. Une trêve de trois mois a été proclamée en avril par les maoïstes, quand le roi Gyanendra a accepté de renoncer au pouvoir absolu et de remettre son autorité entre les mains d'un gouvernement émanant des partis politiques. — Reuters

Silence à Mumbai

Mumbai — Des millions de personnes ont observé deux minutes de silence hier à Mumbai, en mémoire des 182 personnes tuées mardi dernier dans les attentats à la bombe. Lorsque les sirènes ont retenti à 18h25, heure de la première des sept explosions dans des trains et des gares de la capitale financière indienne, les conversations ont cessé, le trafic s'est interrompu, les cinémas ont arrêté les projections. Plusieurs autres villes, comme Calcutta ou Chennai, se sont jointes à la commémoration. — Reuters

Des lignes du métro de New York bloquées

New York — À une heure de grande affluence, le trafic du métro new-yorkais a été interrompu dans plusieurs parties de la ville à cause d'une panne de courant, a annoncé la régie de transports de la ville. Les rames ne roulaient plus dans l'ouest de Manhattan et dans Brooklyn. Aucune explication sur l'origine de la panne d'électricité n'a été donnée. Lundi, une coupure accidentelle de courant avait déjà obligé des passagers d'une rame de métro dans le Queens à supporter pendant deux heures de hautes températures. L'actuelle vague de chaleur inquiète les New-Yorkais, qui redoutent une nouvelle panne d'électricité géante, comme en 2003. — Reuters

Discret 70^e anniversaire

Madrid — L'Espagne a célébré discrètement hier le 70^e anniversaire du soulèvement militaire du général Franco qui avait déclenché la guerre civile (1936-39), mais des sondages révèlent que, 70 ans plus tard, les Espagnols sont toujours divisés sur la portée de cet événement. Le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero, fut le grand-père républicain fut fusillé par les troupes franquistes, n'a fait aucune déclaration. — AFP

É D I T O R I A L

Civile, la guerre?

Coup sur coup, le président et le premier ministre irakiens ont exprimé leur vive inquiétude que le pays soit en proie à une guerre civile d'ici peu. On peut se demander si ce n'est pas déjà la réalité tant le nombre de personnes massacrées lors d'affrontements chiïtes et sunnites augmente jour après jour.

Comme tous les matins, hier dans la ville de Koufa, des hommes étaient rassemblés dans l'espoir d'être engagés par des entrepreneurs locaux. Une voiture s'est arrêtée au milieu d'eux; ils s'en sont approchés. Le véhicule a explosé et une soixantaine de ces journaliers ont été tués. Avant-hier, un nombre équivalent de personnes ont trouvé la mort alors qu'elles fréquentaient un marché. Dimanche, mais ailleurs évidemment, ce fut également le cas. En trois jours, pas moins de 150 chiïtes et trois fois plus de blessés tout aussi chiïtes ont rejoint, si l'on peut dire, la colonne du macabre.

Selon un rapport de l'ONU communiqué hier, au cours des seuls mois de mai et juin, environ 6000 individus ont été tués et autant blessés. Dans une proportion écrasante, ces Irakiens étaient victimes d'autres Irakiens et non des forces de la coalition internationale. Les insurgés sunnites commettent des attentats; les miliciens chiïtes de l'armée du Madhi et des Brigades Sadr s'introduisent dans les quartiers sunnites. Signe d'un temps aujourd'hui plus violent qu'hier, les chiïtes, forts de l'emprise qu'ils détiennent sur les forces de sécurité (sic), n'hésitent plus à tirer sur des sunnites en plein jour. En fait, beaucoup d'entre eux sont policiers le jour et miliciens la nuit.

Cette flambée a provoqué un récent et très étonnant changement d'attitude de la part des leaders ou responsables sunnites à l'endroit des forces d'occupation. Ils ont officiellement demandé que les Américains retardent tout départ des troupes tant et aussi longtemps que le pays n'aura pas été sécurisé. Ils ont également suggéré que le Pentagone augmente le contingent présent alors qu'il y a un an, ils tenaient un discours contraire. Dans leur démarche, les sunnites irakiens sont soutenus par les leaders des nations où les sunnites sont majoritaires, soit principalement l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie Saoudite.

Ce revirement a essentiellement deux origines: militaire ou policière, politique ou, plus explicitement, iranienne. Dans le premier cas, on le sait, les chiïtes ont fait main basse sur toute la chaîne de commandement des forces de l'ordre. Plus précisément, ils ont fait et font dans la confusion des fonctions en aiguissant un fort sentiment de revanche à l'égard des sunnites qui ont dominé le pays pendant 70 ans. Avec le résultat que l'on sait.

Dans le deuxième cas, il faut remonter au début des... années 1970! À cette époque, Saddam Hussein avait imposé une politique d'arabisation du pays qui força des milliers de chiïtes d'origine perse à s'exiler en Iran. Plusieurs ont participé activement à la révolution islamique menée par l'ayatollah Khomeiny. Certains sont aujourd'hui des cadres influents des Gardiens de la révolution. On passe sur les postes de pouvoir qu'ils occupent pour mieux retenir que l'un d'entre eux est l'équivalent du juge en chef de la Cour suprême et surtout qu'un autre est conseiller senior du guide suprême Ali Khomeini.

Avec le président Mahmoud Ahmadinejad et ses proches, ses exilés partagent un même diagnostic et une même ambition. Le diagnostic? Entre les renversements de Saddam Hussein et des talibans, l'Iran a été débarrassé de ses plus proches ennemis. L'ambition? Il est temps d'amorcer la deuxième étape de la révolution islamique consistant à asseoir le pouvoir des chiïtes en général et de l'Iran en particulier sur la région. D'où la fameuse expression du roi Abdallah de Jordanie selon laquelle le régime des ayatollahs veut instaurer un croissant chiïte allant de l'ouest de l'Afghanistan au Liban en passant par l'Irak.

Cela étant, l'unité qu'affichent les notables iraniens, y compris les ayatollahs, en est une de façade. Dans la foulée du renversement d'Hussein, des milliers et des milliers d'Iraniens sont allés en pèlerinage dans les lieux saints du chiïsme situés en Irak. Des liens se sont créés qui se sont traduits entre autres par ceci: l'ayatollah Ali al-Sistani, chef du clergé chiïte irakien, est pour des millions d'Iraniens la figure publique la plus populaire. À telle enseigne qu'ils préfèrent verser la taxe religieuse dans les coffres de Sistani plutôt que dans ceux de Khomeini ou des autres.

Plus important, voire très important, ce rapprochement aussi remarqué que profond entre croyants iraniens et irakiens a eu pour conséquence un regain de la ferveur religieuse qui n'est pas passé inaperçu au sein de l'univers sunnite. À tel point que ce dernier est habité par un sentiment d'aliénation plus marqué que jamais. De là la requête déposée sur la table des autorités américaines: rester!

Par sa complexité ou plutôt par les facteurs qui le singularisent, ce conflit rappelle la situation qui prévalait avant l'indépendance de l'Inde en 1947. Comme en Inde, le pays est confronté à des combats interreligieux sanglants en plus d'être occupé par une force étrangère.

Il est probable que la guerre civile qu'aucun dirigeant ne veut appeler ainsi va se solder par la partition de l'Irak. L'évolution actuelle étant ce qu'elle est, le contraire serait étonnant.



Serge Truffaut

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

L'ÉNIGME DE LA RÉGION DE QUÉBEC...



L E T T R E S

Un manque de volonté

J'aimerais ajouter à l'excellent texte d'Alexandre Boulerice publié dans *Le Devoir* du 11 juillet et portant sur l'intégration des communautés culturelles (CC) dans la fonction publique québécoise.

Il appert que certaines directions au sein des organismes et ministères québécois sont plus méritantes que d'autres en ce qui a trait à l'embauche de personnes issues des CC. Ainsi, les Pensions alimentaires de Montréal ont plus mérité que le quota fixé à 25 %, alors que les Pensions alimentaires de Québec peinent à atteindre 2,5 %. Cela illustre d'abord qu'il est possible d'atteindre les objectifs quand la volonté est au rendez-vous, et ensuite, que le Conseil du trésor, chargé de superviser l'embauche dans l'ensemble de la fonction publique, ne fait pas bien son travail.

On pourrait croire qu'il est impossible, pour des candidats issus des CC ayant réussi un concours à Montréal (car c'est de là qu'ils viennent en très grosse majorité), de se faire embaucher à Québec. Or, il existe une exception les touchant: contrairement aux autres candidats non ciblés, qui sont généralement cantonnés dans leur région de résidence, ils peuvent être recrutés partout au Québec. Mais si on ne les contacte pas pour leur offrir un emploi, il n'y a rien à faire, ils ne déménageront pas. (On se plaint de ne pouvoir attirer les CC en région, mais leur embauche dans la fonction publique hors Montréal serait d'un grand apport sous ce rapport, car plus il y en aura en région, plus il en viendra, agissant tel un aimant. Le Québec ferait ainsi d'une pierre deux coups.)

Pour espérer accroître notablement le nombre de CC dans la fonction publique, il faut une politique d'embauche contraignante à l'intention des gestionnaires. À partir du moment où les candidats issus des CC ont réussi un concours et que leurs noms se retrouvent dans une liste de déclaration d'aptitudes, ils doivent être embauchés prioritairement, jusqu'à ce que le quota soit atteint. Et c'est au Conseil du trésor d'y voir (il a par-avers lui toutes les listes de déclaration d'aptitudes en vigueur) en refusant tout passe-droit. On sait que deux candidats issus des

CC sur trois échouent dans les concours de la fonction publique; au moins qu'on engage ceux qui réussissent, pardi!

Elisa Milan

Montréal, le 12 juillet 2006

Une situation inéquitable

Les recteurs et principaux d'universités du Québec se plaignent de sous-financement de la part du gouvernement Charest et se considèrent pénalisés par la pratique administrative qui soumet une partie des subventions versées au maintien de l'équilibre budgétaire.

Je m'interroge à savoir si les universités ont imposé les mêmes restrictions salariales à leurs employés dans les divers corps d'emplois que celles imposées par le Québec à sa fonction publique depuis plus d'une décennie. Comme je connais la réponse, je vois mal l'État québécois combler les déficits des universités alors que celles-ci offrent des conditions salariales et des avantages sociaux bien supérieurs à ceux consentis aux employés de l'État. Cette situation inéquitable se retrouve aussi dans les grandes villes qui n'ont pas fait l'exercice de rationalisation souhaité par le gouvernement à l'égard de leur main-d'œuvre.

Qu'il s'agisse des universités, des grandes villes ou de la fonction publique québécoise, le gouvernement ne devrait pas avoir plus d'argent pour les uns que pour les autres.

Jean-Maurice Hamel

Québec le 12 juillet 2006

Quand un coup de tête nous fait perdre la nôtre

Zinédine Zidane, un nom qui sonne bien et qui nous a rempli les oreilles et les yeux pendant près d'une semaine. Et une tête, lisse comme un ballon, qui venge devant des milliers de spectateurs l'honneur de la famille. C'est beau. Du coup, Israël de retour au Liban et d'autres nouvelles aussi graves sont reléguées au second plan: Zidane, c'est autrement plus excitant.

Dès lors, imaginez la chance qu'a un réfu-

gié du nom de Farah Kulmiyyeh Abdill de se faire entendre. Pourtant, il a fait ce qu'il faut. Avec les personnes qui le soutiennent, il a su attirer les médias et, en ce mercredi 12 juillet, ils étaient quand même quelques-uns à s'être déplacés pour le point de presse devant le Complexe Desjardins, rue Sainte-Catherine. On a même eu droit à deux caméras et quelques appareils photos.

Farah est somalien, arrivé au Canada au tout début des années 1990, alors que son pays était livré aux mains des différents chefs tribaux après la chute de son président dictateur. Ici, il obtient en deux ans le statut de réfugié, mais voilà, il se bat un jour à l'école et écope de 20 jours de prison pour voies de fait. Une bagarre qui aura des conséquences dramatiques sur sa vie puisqu'on lui enlève son statut de réfugié, sa résidence permanente et qu'on le tient prêt pour la déportation.

Entre-temps, il apprend qu'il est séropositif et la table est mise pour 14 ans à attendre dans ce qu'il appelle son couloir de la mort, sans statut, donc sans possibilité de travailler ou d'étudier. D'une main, le gouvernement lui fournit les médicaments qui lui permettent de survivre, de l'autre, le même gouvernement attend avec impatience que la guerre cesse en Somalie pour avoir le droit de renvoyer Farah vers la mort. Car inutile de vous dire que ses médicaments ne sont pas disponibles dans un pays à feu et à sang.

Alors, en ce matin du 12 juillet, Farah, qui n'en peut plus de vivre cette situation, de voir celle des sans-statut autour de lui et de savoir que la Somalie est au plus mal, avait convoqué les journalistes juste avant de s'enchaîner à un pilier du Complexe Guy-Favreau, en pleine heure de lunch. Il a choisi de faire son action devant le bureau où il s'est présenté la première fois pour demander son statut de réfugié.

Seulement voilà, le soir même puis le lendemain, à la télévision comme dans Internet, aucune trace de l'événement. On est venu filmer, le visage de Farah est bien là, enregistré, son témoignage aussi, mais Zidane, Zidane le roi du foot, a mis son coup de tête et nous a fait perdre la nôtre.

Isabelle Baez

Montréal, le 13 juillet 2006

LIBRE OPINION

L'entente sur le bois d'œuvre: un accord satisfaisant

MAXIME BERNIER
Ministre fédéral de l'Industrie

Je remercie le quotidien *Le Devoir* de me donner l'occasion d'expliquer l'entente sur le bois d'œuvre conclue le 27 avril dernier et paraphée ce 1^{er} juillet par mon collègue le ministre du Commerce international David Emerson et son homologue américaine, la représentante au Commerce Susan Schwab.

Le bois d'œuvre constitue certes l'un des principaux secteurs d'exportation pour le Canada. L'an dernier, par exemple, les ventes aux États-Unis se sont chiffrées à plus de 8,5 milliards de dollars. Pas étonnant donc que dès son assermentation, le premier ministre Stephen Harper se soit tout de suite mis au travail pour régler ce différend commercial qui, comme vous le savez, faisait depuis maintes années l'objet d'une interminable série de poursuites, tant d'un côté que de l'autre. Le temps était venu de trouver une solution durable à ce conflit qui depuis trop longtemps empoisonne l'économie canadienne, entrave nos entreprises et fragilise les familles et les collectivités qui en dépendent, ici au Québec et ailleurs au Canada.

Or, une nouvelle ère de coopération entre le Canada et les États-Unis s'est ouverte à Cancun en mars dernier. Stephen Harper et George Bush ont décidé de travailler ensemble pour mettre fin à ce

conflit qui paraissait insoluble après 13 années de gouvernement libéral.

Cette nouvelle coopération a donné naissance à l'entente-cadre du 27 avril qui a été approuvée par plus de 90 % des compagnies forestières québécoises. Une entente qui va assurer une stabilité à l'industrie canadienne pour au moins les sept prochaines années.

Eh oui, il s'agit bien d'une entente de sept ans avec une possibilité de renouvellement pour deux autres années et non d'une entente d'une durée de deux ans comme l'ont, à tort, laissé entendre certains acteurs de l'industrie forestière québécoise.

Il convient de noter que cette entente du 27 avril ne prévoyait aucun mécanisme de résiliation. Dans un tel cas, le droit international stipule que la Convention de Vienne doit s'appliquer obligatoirement et celle-ci octroie implicitement aux parties un droit de résiliation sur avis d'un an.

À la demande de l'industrie, nous avons négocié et obtenu que ce droit de résiliation soit prolongé à deux ans, assorti d'une période subséquente d'un an où toute poursuite serait interdite d'un côté comme de l'autre. C'est bien ce que prévoit le texte final paraphé le 1^{er} juillet. À ce sujet, les remarques du négociateur en chef du Québec, Pierre-Marc Johnson, sont très édifiantes. En entrevue à la radio de Radio-Canada, le 5 juillet dernier, cet expert en négociations internationales a dissipé tous les doutes. «L'entente du

1^{er} juillet prévoit une clause de résiliation de deux ans... mais lorsque l'on regarde l'histoire, on constate que les Américains ne déchirent pas ces ententes-là». En effet, la résiliation d'un traité est un acte sérieux que nul pays n'exerce à la légère.

Cette entente assure non seulement la stabilité économique pour presque une décennie, mais elle retourne aussi plus de quatre milliards de dollars dans les poches des compagnies forestières canadiennes qui en ont bien besoin. Vous vous souviendrez qu'à notre arrivée au gouvernement, ces entreprises nous ont demandé des garanties de prêts. Or, plutôt que de leur offrir des garanties de prêts, nous leur offrons plutôt des garanties de paiements! Des paiements rapides qui auront lieu dans les deux mois suivant la mise en œuvre de l'accord.

Les provinces nous ont également demandé de conserver une flexibilité pour pouvoir apporter certains ajustements à leur politique forestière. Nous les avons écoutées et nous avons agi. L'entente protège pleinement le droit des provinces de gérer leurs ressources forestières.

Bien sûr, nous ne prétendons pas à la perfection, mais l'entente négociée de bonne foi entre nos deux pays est très avantageuse pour notre industrie forestière. Elle lui assure la stabilité et la prévisibilité, le remboursement de plus de quatre milliards de dollars de droits compensatoires versés et la fin d'un long et onéreux processus judiciaire qui, autrement,

aurait pu se prolonger indéfiniment avec tous les impacts négatifs que cela peut entraîner sur les travailleurs, les familles, les entreprises et les collectivités dont c'est la principale activité économique. Depuis 1982, les contribuables canadiens ont versé plus de 35 millions pour défrayer des frais juridiques liés à ce conflit.

Les négociations sont maintenant terminées. Parmi les prochaines étapes visant la mise en œuvre de l'accord final, le Comité parlementaire du commerce international entendra à nouveau des témoins au cours de l'été, puis un débat sur la question aura lieu à la Chambre des communes dès la rentrée en septembre.

D'ici là, mes collègues et moi comptons bien expliquer le contenu du texte final du 1^{er} juillet et nous nous efforcerons de mettre fin aux mythes que véhiculent certains. Au bout du compte, pour l'industrie canadienne du bois d'œuvre, le choix est clair: une entente très satisfaisante qui leur assure le remboursement de plus de quatre milliards en droits versés ou la poursuite de coûteuses procédures judiciaires sans garantie d'en arriver à un règlement qui nous soit aussi favorable que ce qui est prévu aux termes de l'entente.

L'industrie forestière doit constater que le texte juridique paraphé le 1^{er} juillet bonifie l'entente-cadre du 27 avril, qu'elle avait approuvée à l'époque. Je suis confiant qu'elle saura se rallier à cet accord historique car en bout de ligne, c'est la prospérité de l'industrie qui est en jeu.

IDÉES

Conflit au Proche-Orient

Spirale de la violence et polarisation des perceptions

GRACIELA LÓPEZ MARCLAY
Chercheuse à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (UQAM)

A prise d'otages est un acte répréhensible, contraire aux principes universellement reconnus en droit international. Dans le contexte des guerres du Proche-Orient, plusieurs acteurs ont en fait fait usage afin de disposer d'une «monnaie d'échange». L'enlèvement du caporal Shalit par des groupes armés palestiniens, puis celui de deux autres soldats israéliens lors de la récente attaque du Hezbollah, ont des précédents dans ce contexte. Ainsi en 1987, et encore en 1994, ce furent des commandos de Tsahal qui enlevèrent deux dignitaires du mouvement chiite libanais, cheikh Obeid et Moustapha Dirani, l'armée israélienne cherchant à obtenir par cet acte l'échange de dépouilles et l'obtention d'informations sur le sort de soldats israéliens disparus pendant ses opérations au Liban.

Alors que les gouvernements israéliens précédents étaient disposés à négocier avec le Hezbollah sur la base de tels échanges (dont le dernier eut lieu en 2004, lorsque 400 détenus palestiniens et libanais furent remis au Hezbollah en échange de la libération d'un homme d'affaires et de la remise des dépouilles de trois soldats israéliens), le cabinet d'Ehoud Olmert exclut d'emblée toute négociation avec ce groupe armé qualifié de terroriste. Dans cette crise qui prend l'ampleur d'une nouvelle guerre internationale, la riposte musclée du gouvernement entrant peut être interprétée comme une démonstration de force visant à consolider l'héritage politique et militaire d'Ariel Sharon.

Nasrallah: terroriste ou résistant?

Les images du pillage israélien sur le territoire libanais nous rappellent d'autres épisodes sanglants du conflit israélo-arabe. On se souviendra de la crise de 1996, lorsque les forces de défense israéliennes lancèrent l'opération «Raisins de la colère» dans l'objectif de frapper les milices du Hezbollah à l'intérieur du Liban. La donne territoriale différait cependant: il y a dix ans, Israël occupait une partie du Sud-Liban, ce qui avait amené le groupe paramilitaire à y livrer un combat visant la libération du territoire. À la différence des acteurs démobilités au sortir de la guerre civile du Liban (accords de Taëf, 1989), le Hezbollah incarnait ainsi une mission continue aux yeux de la population. C'est là une cause dont il s'agit de comprendre l'effet fédérateur, allant au-delà même de la donne nationale libanaise.

Si la branche armée du Hezbollah n'a plus de «raison d'être» à la suite du retrait de Tsahal en 2000, le mouvement chiite continue de miser sur l'aura populaire que ce retrait lui a conférée. Sortant enhardi d'une guerre d'usure conduite sous le commandement de la foi, le parti de Dieu affiche cet accomplissement comme une victoire de la résistance islamique. Le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza en août 2005 sera à son tour récupéré, par les factions palestiniennes militantes, comme un exploit de la résistance armée.

Si l'on met ces éléments en parallèle, on comprend qu'il s'agit là d'une cause qui galvanise les sentiments panarabes, voire même panislamiques, au-delà des traditionnels clivages confessionnels. D'où la collusion objective, voire même opérationnelle entre le Hezbollah (créé en 1982, d'allégeance chiite pro-iranienne) et le Hamas (d'inspiration sunnite, issu du mouvement égyptien des Frères musulmans), qui tous deux ancrent la légitimité idéologique de leur combat sur la notion de «résistance à l'occupation». Notion dont se veut le défenseur le cheikh Nasrallah qui, à travers ses discours télévisés, jouit d'une popularité incontestée dans la région: en atteste le nombre d'échoppes et de voitures qui affichent, un peu partout à Damas y compris dans les quartiers chrétiens, les photos du chef du Hezbollah.

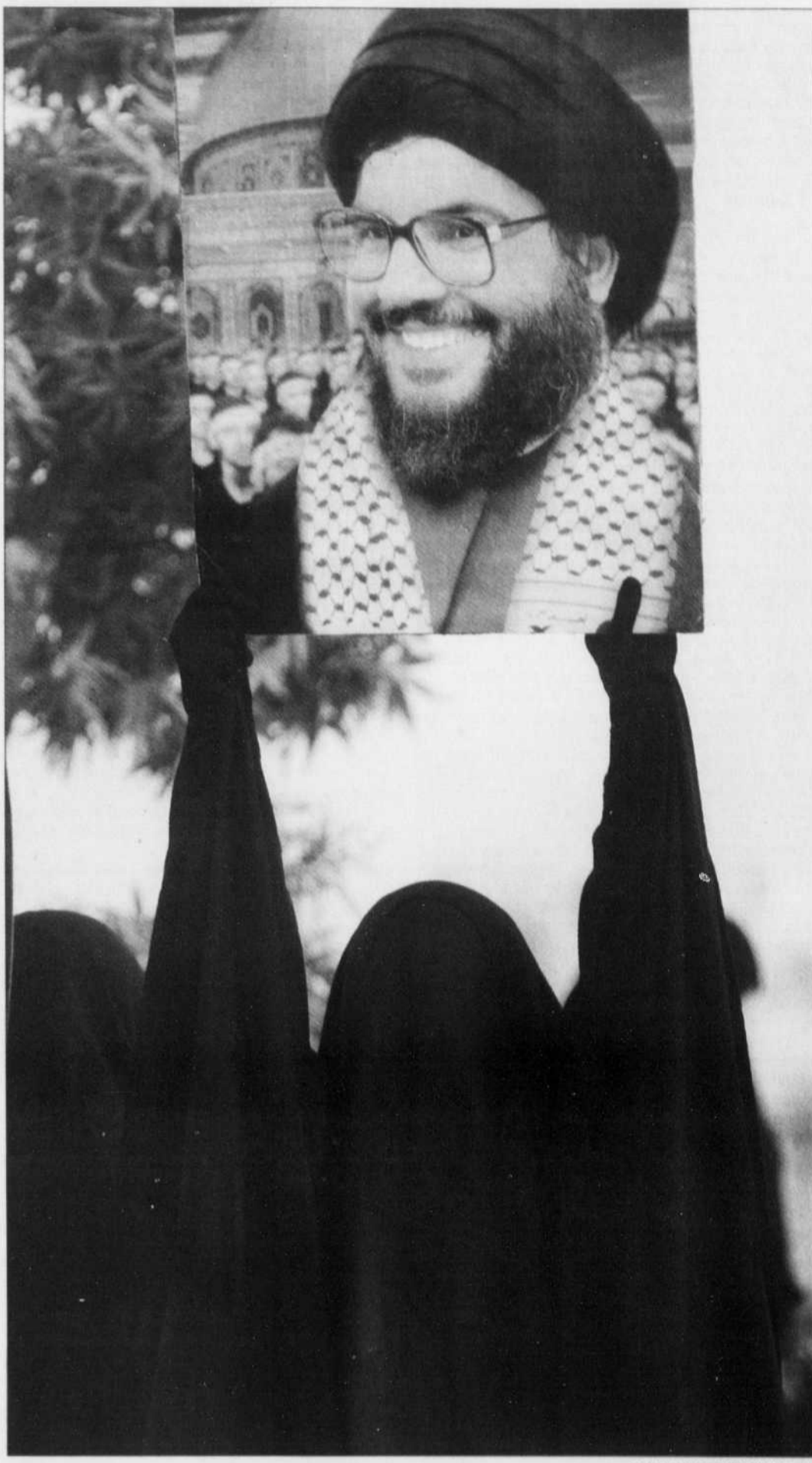
Plusieurs lectures sont possibles et nécessaires pour comprendre les motivations derrière l'attaque du Hezbollah et les représailles militaires israéliennes qu'elle entraîne. On peut en effet voir un geste de provocation par lequel le groupe armé anticipe la riposte militaire israélienne, et dont les pertes civiles suscitent à leur tour le soutien solidaire d'une population assiégée. C'est donc là une tactique qui, au bout du compte et contrairement aux objectifs du gouvernement israélien (c'est-à-dire l'affaiblissement, voire même l'éviction complète du Hezbollah de l'échiquier politique libanais), permet au groupe paramilitaire de refaire sa raison d'être et, partant, accroître sa popularité au moment où l'organisation fait l'objet de demandes de démilitarisation (résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU).

L'attaque du Hezbollah, qualifiée de *casus belli* par l'État d'Israël, s'inscrit par ailleurs dans l'axe des intérêts géostratégiques qui relie ce mouvement à la Syrie et à l'Iran. C'est donc par procuration qu'agit ce groupe armé, rappelant ainsi à l'État hébreux (et à son protecteur américain) l'influence persistante de ces deux puissances dans la région. Alors que certains y voient une manœuvre visant à diluer la pression du Conseil de sécurité sur l'Iran (dossier nucléaire), le front de guerre que mène actuellement le Hezbollah démontre par ailleurs que la capacité militaire du mouvement ainsi parrainé n'a cessé d'augmenter entre-temps. Pendant que l'aviation israélienne continue à frapper des infrastructures à l'intérieur du Liban, le Hezbollah dirige ses roquettes sur les villes israéliennes, violant à son tour le principe fondamental du droit de la guerre qui consacre la distinction entre cibles militaires et populations civiles. Devant la nécessité de mettre fin à cette surenchère, le gouvernement Olmert fixe des conditions à la cessation de sa campagne au Liban, au nombre de trois: la remise des soldats enlevés; la cessation des tirs de roquettes sur son territoire; la démobilitisation du Hezbollah conformément aux termes de la résolution CS 1559.

Du droit d'Israël de se défendre

En ce moment de crise internationale, les États-Unis, seul acteur en mesure d'exercer la pression sur l'État d'Israël (premier récipiendaire de l'aide américaine), se limitent essentiellement à réitérer le droit de ce dernier de se défendre. L'administration de George W. Bush, qui ne cache guère plus son parti pris pour Israël, révèle ainsi le fait que les valeurs et principes que l'Amérique défend s'appliquent selon une géométrie variable, celle du «deux poids deux mesures». Or, pendant qu'elle martèle ce droit tel qu'il est consacré à l'article 51 de la Charte des Nations unies, elle omet de mentionner les obligations conventionnelles qui incombent par ailleurs à l'État d'Israël en tant que Puissance occupante en Palestine — une occupation qui, depuis bientôt 40 ans, s'appuie sur des politiques répressives systématiques constituant autant de violations des dispositions de la Quatrième Convention de Genève de 1949: transfert d'une partie de sa population dans les territoires occupés (construction et élargissement des colonies); destruction de centaines de maisons d'habitation palestiniennes en guise de punitions collectives; déracinement de milliers d'oliviers menant à la confiscation de terres et entraves aux mouvements de la population...

Comment chercher à comprendre l'engrenage de la violence au Proche-Orient sans tenir compte de l'effet cumulatif de telles politiques, tant sur le plan humanitaire que sur celui des conséquences économiques et sociales? Faut-il encore s'étonner de la polarisation des perceptions de part et d'autre, et de la résurgence des groupes islamistes radicaux? La stabilité dans ce contexte passe donc inexorablement par Jérusalem, puissant symbole qui alimente le conflit en cours. La nouvelle guerre sur le front israélo-libanais ne peut être comprise si ce n'est en lien avec ce noyau dur, foyer de l'embranchement dans la région.



MOHAMMED SALEM REUTERS
Manifestation hier à Manama, capitale du Bahreïn, en faveur du cheikh Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah.

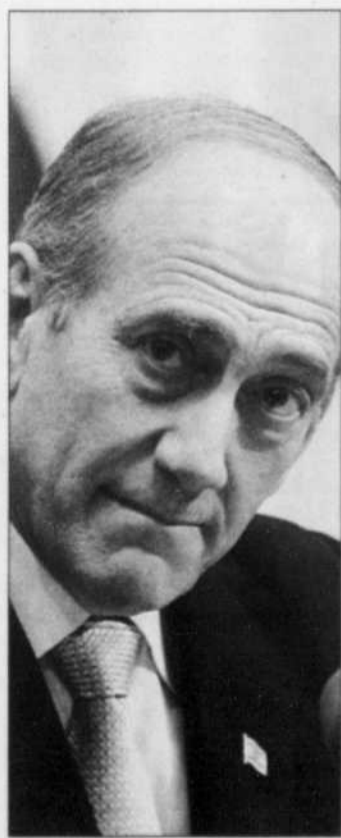
Le sabordage du désengagement

DAVID BENSOUSSAN
Analyste du Proche-Orient

Le kidnapping de soldats israéliens au-delà des frontières et les bombardements systématiques des cités israéliennes au moyen de fusées Kassam constituent une agression délibérée visant à faire échouer quelque arrangement entre Israël et l'Autorité palestinienne. Cette nouvelle situation remet en question le processus de désengagement consistant à évacuer la majorité des territoires de Gaza et de Cisjordanie. Il est évident que les radicaux du Hamas et du Hezbollah et leurs commanditaires syriens et iraniens veulent saborder le désengagement ou tout arrangement pacifique qui pourrait s'amorcer avec Israël depuis l'élection du parti Kadima. Le bouleversement politique récent en Israël avec l'émergence de Kadima a décontancé plus d'un analyste de la scène politique israélienne: ce parti a été formé par des hommes politiques de gauche et de droite, unis autour d'un projet d'initiatives unilatérales: le désengagement.

Le contexte du désengagement

Pour comprendre l'émergence du parti Kadima, il faut mettre en perspective le contexte politique qui a prévalu entre la droite et la



AMMAR AWAD REUTERS
Le premier ministre israélien Ehoud Olmert

gauche ces dernières décennies. Alors qu'en 1967, les chaînes radio-phoniques du Moyen-Orient pro-

mettaient à force décibels des massacres des citoyens d'Israël, le président Nasser s'allia avec la Syrie puis la Jordanie. Il renvoya les casques bleus stationnés à la frontière israélo-égyptienne et décréta le blocus du détroit de Tiran sur la mer Rouge. À la surprise de tous, Israël se retrouva vainqueur en six jours. L'Egypte qu'il occupait était telle que l'on se promit de ne rendre les territoires conquis que s'il y avait accord de paix. La gauche et la droite étaient réunis autour d'un tel consensus et plusieurs parmi ceux qui ne croyaient pas la paix possible cherchèrent à s'installer dans les territoires conquis.

L'Egypte signa la paix et récupéra l'ensemble du territoire du Sinaï. La Jordanie se départit officiellement de la Cisjordanie (les hauteurs de Judée et de Samarie) et, quelques années plus tard, signa la paix avec Israël. Les accords d'Oslo ont permis la création de l'Autorité palestinienne dans l'espoir de passer à la solution de la phase la plus délicate du conflit. Or, les espoirs mis en ces accords s'avèrent caducs. Chaque concession israélienne était suivie d'une fin de non-recevoir et c'est ainsi que le gouvernement de gauche de Barak tomba et que la droite revint au pouvoir.

Plus de trois décennies après la guerre des Six-Jours, une bonne partie de la droite israélienne réalisait que la paix avec l'Autorité pale-

stienne était évasive, que les groupes terroristes continuaient à œuvrer au grand jour, que ce soit par l'assentiment tacite du temps d'Arafat ou par l'incapacité d'agir de Mahmoud Abbas. D'où l'amère conclusion que la paix rêvée n'était pas pour demain. La majorité de la société ne veut pas continuer l'occupation de populations palestiniennes et c'est ce qui a mené des leaders de la droite, Sharon en premier, à poser des gestes unilatéraux, comme le retrait de la bande de Gaza.

Ehoud Olmert, le nouveau chef du parti Kadima, se proposait de continuer des retraits de façon unilatérale pour définir une nouvelle frontière car la paix véritable n'était pas réalisable dans l'immédiat. Les autres partis de gauche et de droite, ont des agendas de politique interne fort différents. Ceci dit, le parti du Likoud s'est opposé à la politique de gestes unilatéraux du parti Kadima tandis que le Parti travailliste l'a appuyée et il fait partie du gouvernement de coalition.

Les radicaux s'en mêlent

Il faut également tenir compte de la nouvelle donne de l'élection d'un Hamas majoritaire au Parlement de l'Autorité palestinienne. Au mieux, ce parti radical ne propose qu'une trêve jusqu'à ce qu'il puisse trouver les moyens de détruire Israël. Qui plus est, le chef de ce parti n'hésite pas à déclarer qu'il

souhaite chercher des appuis auprès de l'Iran. Aujourd'hui, Israël et le monde découvrent avec effroi que l'Iran est gouverné par un illuminé qui croit fermement avoir été élu pour déclencher l'Apocalypse qui devrait se produire pour annoncer la venue du douzième mahdi caché, le messie chiite. C'est cet Iran provocateur qui nargue la planète entière au regard de sa volonté de ne pas respecter le traité de non-prolifération des armes nucléaires dans le but d'acculer le monde à une action contre lui.

Cet Iran agit également pour déstabiliser le Moyen-Orient par le biais de ses alliés syriens, les terroristes du Hezbollah et ceux du Hamas.

Ce tragique épisode vient probablement rappeler aux puissances que l'Iran a les moyens de créer des troubles sérieux au moment où le Conseil de sécurité s'apprête à prendre des sanctions contre lui.

En outre, il se trouve que le parti du Hamas au pouvoir tient aujourd'hui un langage de «non-sens» qu'aucun État souverain ne saurait tolérer: «Nous sommes prêts à reprendre possession de territoires, mais cela ne nous fait pas renoncer à notre but d'éradiquer l'État d'Israël. Nous nous réservons le droit d'envoyer des enfants se faire sauter et d'assassiner autant de civils que possible. Bien que Gaza ait été évacuée par les Israéliens, nous nous réservons le droit de tuer et de kidnapper

des personnes en dehors de notre frontière. Nous tenons à ce que l'aide internationale continue, que l'industrie se développe pour continuer à produire des fusées Kassam dont nous bombardons les localités israéliennes de façon incessante. Nous exigeons d'autres retraits israéliens...» Quel État pourrait gouverner ce «non-sens»?

Que signifierait alors un retrait unilatéral de la Cisjordanie à partir de laquelle l'État d'Israël serait bien plus vulnérable? La philosophie du désengagement des territoires comportait certains risques dont on mesure aujourd'hui l'étendue avec beaucoup plus de réalisme. Les chances pour la paix si populaires en Israël ont perdu leur magie, et même la volonté de viser la paix entre deux entités séparées et distinctes semble impraticable dans le contexte actuel.

Le diplomate Abba Eban disait que les leaders palestiniens n'avaient jamais raté l'occasion de manquer une occasion de faire la paix. Il est désolant que cette déclaration semble encore garder tout son poids. Les actions concertées du Hamas et du Hezbollah réussissent certainement à repousser sine die une initiative qui pourrait mener vers une situation de paix.

Les extrémistes mènent la danse. Les modérés sont muets, timorés ou absents. Les populations de la région continuent de souffrir.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'Information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'Information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation), Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Manger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communis Internet) Isabelle Poiré (santé), Louise-Maurie Roux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Renée Lévesque et Serge Paquin (relucteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'Information culturelle: Michel Béland (théâtre et culture), Julie Carpentier (jeunesse), Paul Bessette (jeunesse, culture et sport), Stéphane Ballarçon (reporter), Paul Cauchon (vidéo), Caroline Montpetit (livre), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnuméraires); à l'Information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'Information), Dominique Roy (jeunesse), Philippe Pagnon (surnuméraires); Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'Information internationale: Jean-Pierre Legault (jeunesse internationale et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'Information), Serge Trépanier (surnuméraires); à l'Information politique: Hélène Buzette, Manon Corneille et Alec Castonguay (surnuméraires); à l'Information locale: Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Marilyn Hamelin (secrétaires à la rédaction), Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communis); La Documentation: Gilles Poiré (directeur), Manon Derome, Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Anisèle Mallat, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Micheline Riopelle, Nadia Swaid, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Theriault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemanis, Olivier Zaida, INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur de la promotion et de la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par Internet), Manon Blanche, Monique L. Heurieux, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Bellevue (adjointe administrative), Claudine Chervier, Monique Proton, Danielle Ross.

LES ACTUALITÉS

RELATIONS

SUITE DE LA PAGE 1

juillet, le président français dénonçait la réaction disproportionnée d'Israël au Liban. Peu après, Stephen Harper choisissait d'occuper l'exact opposé du spectre politique en jugeant cette réaction parfaitement mesurée.

Il faut dire que le président français avait auparavant tiré une autre salve dirigée, celle-là, directement contre Ottawa. A la veille de la conférence du G8, il adressait une lettre à la presse dans laquelle il s'inquiétait de «l'affaiblissement du régime international de lutte contre le changement climatique».

Deux attitudes

L'évacuation des réfugiés libanais vient de nous fournir un autre exemple de l'attitude presque opposée qu'adoptent les deux pays. Alors que la France a dépêché son premier ministre en personne à Beyrouth afin d'assurer les Libanais de son soutien, le Canada semble tout faire pour qu'on ne le remarque pas.

A quoi faut-il attribuer cet éloignement entre deux pays qui partageaient depuis des années une véritable complicité? Qu'on se rappelle les familiarités qu'échangeaient Jean Charest et Jacques Chirac il n'y a pas si longtemps! La première cause est évidemment le rapprochement entre Stephen Harper et George Bush.

Mais il y a aussi une autre raison, moins apparente, à ce refroidissement des relations entre Paris et Ottawa. Si le Canada a toujours accordé la plus grande attention à ses liens avec la France, c'est en bonne partie à cause du Québec.

A l'exception de la préparation des fêtes du 400^e anniversaire de la fondation de Québec, un dossier sans grands enjeux, on ne voit guère à l'horizon de projet susceptible de relancer ces relations. Les visites commerciales conjuguées, comme celle faite au Mexique en novembre 2004, n'ont pas eu de suite, la ratification de la convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle par les pays signataires n'a pas donné lieu à des actions communes, et le projet d'un centre culturel québécois à Paris, ajourné après l'élection de Jean Charest, n'est pas près de sortir des limbes.

Engagements non respectés

Ces relations passent tellement inaperçues que la France ne sent pas le besoin de respecter ses engagements concernant les visites alternées des premiers ministres français et québécois. Cela fait plus de trois ans qu'un premier ministre français n'est pas venu au Québec.

Si le premier ministre français ne trouve pas le temps de venir à Québec, c'est probablement parce que le Canada, qui n'a de cesse d'approuver tout ce que font les États-Unis, arrive dorénavant assez loin dans les priorités françaises.

Ce manque de sensibilité à l'égard du monde francophone explique en partie le cafouillage canadien dans l'évacuation des citoyens canadiens du Liban. Avant les événements de cette semaine, Stephen Harper connaissait-il seulement la force des liens qui unissent le Québec au pays du Cèdre? Québec aurait dû le lui rappeler sans attendre.

À deux mois du sommet francophone de Bucarest, la distance qui se creuse entre les deux principaux membres de la Francophonie n'augure rien de bon. Elle devrait inquiéter tous ceux qui ont à cœur la convention sur la diversité culturelle adoptée à l'UNESCO — qui demeurera lettre morte sans les efforts conjoints de la France et du Canada pour la faire ratifier par les pays signataires.

Elle devrait aussi convaincre les responsables québécois qu'en politique étrangère, il ne suffit pas d'avoir quelques atomes crochus avec le gouvernement Harper. Tant que le Québec aura un profil bas à Paris et dans le monde francophone, Ottawa se contentera du service minimum.

Correspondant du Devoir à Paris

SUITE DE LA PAGE 1

tôt pour parler d'une nouvelle force internationale pour stabiliser le Liban.

De son côté, le président américain George W. Bush a accusé la Syrie de tenter de «revenir» au Liban par le biais de son soutien à Hezbollah. «La racine du problème est le Hezbollah et il doit être réglé. Cela peut être fait mondialement en disant clairement à la Syrie qu'elle doit cesser de soutenir le Hezbollah. La Syrie essaie de revenir au Liban, selon moi», a déclaré M. Bush.

Le Congrès américain se préparait hier à exprimer son soutien à Israël et à condamner le Hezbollah, lors de deux votes attendus au Sénat et à la Chambre des représentants d'ici la fin de la semaine.

En outre, ce texte «condamne les gouvernements d'Iran et de Syrie pour leur soutien au Hezbollah et au Hamas, et les tient responsables des attaques lancées par le Hezbollah et le Hamas contre Israël».

Au Caire, les délégués permanents à la Ligue arabe se sont réunis hier pour examiner la possibilité de la tenue d'un sommet sur la situation au Liban.

Plus de 700 roquettes

Pendant que les diplomates s'affairent, les combats continuent à faire des victimes sur le terrain. Une vingtaine de roquettes tirées à partir du Liban se sont abattues dans la journée sur le nord d'Israël, dont la ville portuaire de Haïfa, faisant un mort à Nahariya.

Dans la nuit de lundi à hier, les raids israéliens ont visé plusieurs casernes de l'armée libanaise près de Beyrouth. L'un d'eux a coûté la vie à 11 soldats. Pourtant, Israël réclame haut et fort le déploiement cette même armée au Sud-Liban, à sa frontière nord, pour remplacer les combattants du Hezbollah.

L'aéroport de Beyrouth, fermé et déjà endommagé, a aussi été visé ainsi que des convois de camions

BOMBES

au nord de Beyrouth et dans l'est du Liban. Cinq Libanais ont été tués et une quarantaine blessés, dont sept dans une église, dans des raids aériens sur le Sud-Liban et la Bekaa, selon la police.

Selon une porte-parole de l'armée israélienne, l'aviation a détruit hier quatre camions venant de Syrie, transportant des armes et des explosifs à destination du Hezbollah dans la Bekaa au nord-est du Liban.

Cessez-le feu écarté

Un cessez-le-feu a été écarté pour le moment par les protagonistes, malgré l'ébauche d'une amorce diplomatique sur la question du déploiement d'une force internationale au Sud-Liban, près de la frontière avec Israël, proposée par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et non exclue par l'Etat juif.

Une force de stabilisation devrait avoir suffisamment d'hommes et de moyens pour «donner le temps» à Beyrouth de désarmer les milices du Hezbollah, a estimé hier M. Annan, qui doit s'adresser demain au Conseil de sécurité sur la situation au Liban et les résultats d'une mission de médiation de l'ONU envoyée dans la région pour trouver une issue au conflit, selon des diplomates.

En une semaine, 245 personnes ont péri, 216 civils, 23 soldats libanais et cinq combattants du Hezbollah. Des centaines de personnes ont été blessées. Hier, 28 personnes ont été tuées. Les frappes israéliennes ont visé ou détruit les infrastructures, routes, ponts, ports et aéroport, dépôts d'essence, usines et centrales électriques.

Côté israélien, outre les 13 civils tués dans le nord d'Israël, 12 soldats ont péri depuis une semaine. Fort du soutien des États-Unis et de son peuple ainsi que du laisser-faire de la communauté internationale, le premier ministre israélien Ehoud Olmert s'est dit déterminé à poursuivre la bataille contre le Hezbollah jusqu'à la libération de ses soldats et l'arrêt des tirs de roquettes sur son territoire.

M. Olmert, qui s'exprimait devant une délégation de l'ONU, a répété que son pays exigeait également «la pleine application de la résolution 1559, incluant le déploiement de l'armée libanaise à la frontière et le désarmement du Hezbollah».

Avant lui, le chef de la diplomatie israélienne Tzipi Livni a jugé nécessaire d'empêcher Damas et Téhéran d'armer le Hezbollah.

Le haut représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure Javier Solana s'apprete à repartir au Proche-Orient. La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a déclaré qu'elle s'y rendrait quand

ce serait approprié, laissant entendre que ce n'était pas imminent.

La Syrie, appelée par les États-Unis à faire pression sur le Hezbollah pour cesser les attaques, a accusé Washington et des pays européens qu'elle n'a pas nommé d'avoir «donné le feu vert à Israël» pour qu'il poursuive son offensive.

Crise humanitaire en vue

La poursuite des violences fait craindre une crise humanitaire en raison de la fuite de dizaines de milliers de Libanais de leurs villages bombardés ou détruits, surtout au sud, pour des zones moins exposées.

Ces déplacés ont trouvé refuge dans les écoles, les jardins publics et des parkings de centres commerciaux en attendant l'aide humanitaire, alors qu'Israël impose un blocus aérien et maritime au Liban. La principale route encore praticable reliant Beyrouth à la Syrie a été bombardée et coupée.

Quelque 500 000 personnes ont été déplacées par l'offensive israélienne, a indiqué le représentant de l'UNICEF à Beyrouth, Roberto Laurenti.

Parallèlement, l'évacuation des étrangers du Liban s'accélère. Des milliers d'entre eux fuyaient hier par mer ou par la route les bombardements israéliens, alors que l'ONU a annoncé le début de l'évacuation d'une partie de son personnel.

De nombreux pays, parmi lesquels la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, ont continué hier à évacuer leurs ressortissants du Liban par voie maritime vers Chypre.

Plusieurs États ont également envoyé des avions à Damas pour rapatrier les milliers de personnes qui ont emprunté la route périlleuse menant vers la Syrie pour fuir les bombardements qui frappent sans discontinuer le pays depuis sept jours.

Damas a indiqué hier que plus de 100 000 personnes, pour les trois quarts des étrangers, avaient rejoint la Syrie depuis le début de l'offensive.

Les États-Unis ont fait savoir hier qu'ils seraient en mesure aujourd'hui d'évacuer plus de 2400 Américains par voies aérienne et maritime du Liban, où résident près de 8000 de leurs ressortissants.

Les États-Unis pourront évacuer mercredi 240 personnes par avion et utiliser deux bateaux disposant au total de 2200 places pour les évacués, a déclaré la secrétaire d'Etat adjointe Maura Hartly, en précisant que Washington espérait en faire autant jeudi.

Libération, Agence France-Presse et Reuters

HARPER

Dominique de Villepin, hier, à Paris.

Encore faut-il que les Canadiens éparpillés dans le pays se rendent à Beyrouth. Rien n'a encore été prévu pour assurer leur sécurité, notamment à partir du Sud-Liban, durement éprouvé par les frappes israéliennes. «On n'a pas de détails à ce sujet», a simplement dit Pamela Greenwell. Le ministre Cannon a cependant affirmé que les autorités canadiennes travaillaient «activement avec les parties en cause pour que tout se fasse en toute sécurité».

Éprouvant retour

Hier, quelques débrouillards sont arrivés à Dorval au terme d'un éprouvant voyage. En vacances au Liban avec son conjoint et ses trois enfants âgés de 5 à 11 ans, Nouha Fadlala a eu le choc d'apprendre la mort de son collègue pharmacien alors qu'elle parlait aux médias hier à son arrivée à Dorval. Elle arrivait d'un périple de quatre jours qui l'a amenée en taxi jusqu'à Damas en Syrie, puis en Jordanie, d'où elle a pu prendre un avion pour Paris et un autre pour Montréal.

«Les nuits, on se réveille à cause des avions. On se relève et on se met dans le couloir en espérant que cela nous protège un peu. Je n'en pouvais plus. La dernière soirée, ils ont bombardé à deux rues de l'endroit où on était, près de la mer. Cela sortait des bateaux. Ils visaient de plus en plus les maisons», a expliqué la mère de famille à sa sortie de l'avion.

Son garçon, James, 8 ans, était un peu anxieux. «C'est un peu éprouvant. C'est la première fois que j'entends des bombardements [...]. J'ai surtout eu peur pour mon petit frère. Il est tout jeune, j'avais peur qu'il meure», a déclaré le garçon.

Sa mère était soulagée d'avoir réussi à sauver la petite famille en dépit de la lenteur des secours canadiens. «C'est un des derniers pays à réagir. On a eu de la chance d'avoir les moyens d'acheter des nouveaux billets et des contacts pour aller en auto en Jordanie. Tout le monde n'a pas cela.» Sa belle-sœur est toujours coincée au Liban avec ses quatre enfants.

LUCHINI

Et il poursuit: «Même un refus eût fait possible / Qu'on eût vu quelque beau matin / Un mariage clandestin / Car outre qu'en toute manière / La belle était pour les gens fiers / Fille se coiffe volontiers / D'amoureux à longue crinière.»

Théorie, exercice pratique, Luchini aime visiblement, dans la vie comme sur scène, s'y balader sans retenu et sans «jamais [se] laisser» pour assourdir une obsession: donner à la langue écrite la puissance émotionnelle de la langue orale, comme Céline (pas la chanteuse pop) et La Fontaine l'ont fait à une autre époque. «L'image m'intéresse moins que la langue», assène-t-il tout en vantant les vertus de la tradition orale mise à mal par une époque où l'image, l'instantanéité et le futile dominent.

«Avec Walt Disney, aujourd'hui les enfants dessinent tous le même canard, dit Luchini. Dans les cultures où la tradition orale est encore bien ancrée, chaque enfant a un canard singulier.»

Le truisme peut déranger, mais en même temps il est aussi au cœur de la démarche artistique — et peut-être philosophique — de Luchini, qui aime bien

Un jeune couple d'avocats a aussi réussi à fuir par une route de montagne qui fut bombardée moins de 30 minutes après leur passage. Ils étaient vitrioliques à l'égard du gouvernement Harper: «Ce n'est pas le moment de planifier l'évacuation, c'est le temps de bouger», a lancé Serge Khoury. «La France et l'Italie ont déjà bougé et sorti les gens par bateau. C'est déconcertant que le Canada n'ait rien fait. L'ambassade américaine a aussi réagi. À l'ambassade on nous a dit qu'il n'y avait rien à faire à part remplir un formulaire sur Internet», a affirmé Nayla Atallah.

Timides condoléances

Le premier ministre Stephen Harper a été forcé de revenir hier sur la tragédie qui a frappé une famille canadienne d'origine libanaise, qui a péri dimanche sous les bombes israéliennes. «C'est une grande tragédie pour cette famille. Ça représente un exemple de tragédie pour beaucoup de familles au Liban, en Israël, à Gaza», a-t-il lancé. Mais je dois dire quelque chose, parce que j'ai lu dans un journal que quelqu'un a dit: «Le Hezbollah va nous protéger.» Le Hezbollah veut de la violence pour atteindre ses objectifs. Mais la réalité de cette situation, et on peut le voir maintenant, est que la violence réalise seulement la violence et la mort d'innocents.» Il faisait ainsi allusion aux propos qu'une membre de la famille canadienne décimée a tenus en conférence de presse lundi, à Montréal.

Il a d'ailleurs insisté pour dire que seul «le dialogue» permettrait de sortir de l'impasse actuelle. «Nous demandons à toutes les parties de poursuivre les négociations, et de donner la responsabilité pour la violence à ceux et celles qui demandent la violence. Parce que la violence ne sera jamais une solution à cette crise au Moyen-Orient», a-t-il souligné, ajoutant que «nous ne sommes pas très proches de cette éventualité en ce moment». Selon lui, les Nations unies ont un rôle déterminant à jouer dans le dossier.

Le Devoir

Lire autres textes en page A 2, A 5 et A 7

SUITE DE LA PAGE 1

mots pour restituer ce qu'ils ont de vivant en eux. Ce n'est pas mettre de la vie dans les mots. Les gens qui prétendent faire ça, ce sont des connards, des crétins, des théâtraux. La vie est dans les mots. Il faut la retrouver pour ramener ce qu'il y a de vivant dans la langue.»

À l'écran (grand comme petit), l'homme laisse présager une certaine intensité et un émerveillement constant jumelés à une douce folie. Devant un verre d'eau et quelques biscuits aux pépites de chocolat, il confirme très vite la perception en agrémentant cette leçon d'interprétation de quelques vers du Lion amoureux de La Fontaine. Comme ça, de mémoire, pour le plaisir de la chose et après une courte mise en contexte: «Le père n'est pas content de donner sa fille en mariage...»

«La donner lui semblait bien dur / la refuser n'était pas sûr.» Il répète avec les tonalités d'un Luchini jouant Luchini et avec dans le fond des yeux cette petite flamme que les passionnés un peu cinglés partagent. Pause: «Là, il y a du génie, non? Écoutez comme c'est sublime.»

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com
La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs... Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec Inc. 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc. 512, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 9858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.